

Procès-Verbal du Conseil communal

Séance du 07 mai 2018

Présents : Mme Caroline MAILLEUX, Bourgmestre,
Mme Renée LARDOT, MM. Francis FROIDBISE, René LAMBAY, Echevins,
MM. Paul WAUTELET, Jean-Marc MOES, Mmes Emilie SERVAIS, Noëlle
DECROUPETTE, Geneviève LAWALREE, conseillers communaux,
M. Henri LABORY, Directeur général.

SEANCE PUBLIQUE :

1) Ordres du jour des assemblées générales de diverses intercommunales et autres associations.

(Ce point est reporté au prochain Conseil communal)

2) Comptabilité fabricienne – Compte ex. 2017 de l’Eglise protestante évangélique de Huy – Approbation.

Vu le compte ex. 2017 transmis par Mme la Trésorière du Conseil de Fabrique de l’Eglise protestante évangélique de la Région de Huy le 11/04/2017 à l’Administration communale d’Ouffet ;

Attendu qu’aucun « supplément de la commune pour les frais ordinaires du culte » (poste 15 des recettes ordinaires) n’est inscrit au compte et que, dès lors, il n’est pas requis d’investiguer sur la trésorerie et sur les avoirs de la Fabrique d’Eglise concernée ;

Vu le décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ainsi que les diverses dispositions relatives à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Le Conseil communal approuve, à l’unanimité des membres présents, le compte ex. 2017 de la Fabrique d’Eglise protestante évangélique de la Région de Huy, lequel se clôture avec un boni (excédent) global de 2.570,94 €.

Copie de la présente délibération sera transmise au service finances de la Ville de Huy.

3) Comptabilité communale – Vérification de l’encaisse du Receveur au 29/03/2018.

Vu le procès-verbal de vérification de l’encaisse, au 29/03/2018, du Directeur financier de la Commune d’Ouffet, dressé le 03/04/2018 par Mme le Commissaire d’Arrondissement,

Le Collège communique au Conseil communal le PV concerné, lequel présente :

- Un total général de la balance de synthèse en équilibre à : 49.021.720,84 € ;
- Un total général de la classe 5 présentant un solde débiteur de : 1.574.719,81 €.

Pour information, la classe 5, durant les derniers trimestres, a évolué comme suit :

Date	Total Classe 5
31/12/2015	1.736.547,49 €
30/06/2016	2.139.252,39 €
30/09/2016	2.207.442,36 €
31/12/2016	2.251.980,56 €.
31/03/2017	2.373.391,28 €
30/06/2017	2.462.230,72 €
30/09/2017	2.195.401,28 €.
31/12/2018	2.478.205,25 €

- 4) - **Règlement général de police de la Zone de Police du Condroz – Adoption.**
- **Protocole d'accord relatif aux sanctions administratives communales en cas d'infractions mixtes commises par les majeurs et les mineurs de 16 ans et plus – Approbation.**
- **Protocole d'accord relatif aux sanctions administratives communales en cas d'infractions à l'arrêt et au stationnement et pour les infractions aux signaux C3 et F103 constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement**

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30 et suivants ;

Vu les articles 119 bis, 123 et 135 §2 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la décision du Conseil communal du 08/06/2006 par laquelle il décidait d'adopter le règlement de la zone de police du Condroz ;

Vu la décision du Conseil communal du 10/08/2015 par laquelle il décidait :

- D'adopter le règlement incendie pour la zone de secours III Huy-Hamoir ;
- De modifier le Règlement Communal de Police en abrogeant la partie réservée à la prévention incendie, à savoir :
 - la section 6. Mesures de Prévention Incendie
 - la section 8. Mesures de prévention Incendie dans les chapiteaux et les tenteset d'insérer dans le Règlement Communal de Police, au niveau des sections concernées, les références du Règlement Incendie de la Zone de Secours III « Huy-Hamoir ».

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, et notamment son article 3 ;

Vu l'arrêté royal du 9 mars 2014 relatif aux sanctions administratives communales pour les infractions en matière d'arrêt et de stationnement et pour les infractions aux signaux C3 et F103 constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement ;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et vu le décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ;

Considérant qu'il d'adapter le règlement général de police de la Commune d'OUFFET aux diverses évolutions réglementaires en général et, en particulier, à la législation portant sur les amendes administratives ;

Vu de règlement général de police de la Zone de Police du Condroz tel qu'adopté par le Conseil de Police en sa séance du 27 mars 2018 ;

Après délibération, **le Conseil communal décide, à l'unanimité des membres présents :**

- D'adopter le règlement de la zone de police du Condroz repris ci-après ;
- D'approuver le protocole d'accord relatif aux sanctions administratives communales en cas d'infractions mixtes commises par les majeurs et les mineurs de 16 ans et plus ;
- D'approuver le protocole d'accord relatif aux sanctions administratives communales en cas d'infractions à l'arrêt et au stationnement et pour les infractions aux signaux C3 et F103 constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement ;
- De transmettre copie de la présente délibération :
 - au Collège provincial pour l'exercice de sa mission de tutelle ;
 - à la Zone de Police du Condroz ;
 - au Procureur du Roi ;
 - au Fonctionnaire sanctionnateur.



Zone de Police du Condroz (5296)

Règlement général de police

" Un code pour bien vivre ensemble "

Mars 2018

Administration Communale de OUFFET

Rue du Village, 3

4590 OUFFET

H:_Commun\Henri\COLLEGE-CONSEIL\Conseil communal\1111-Procès-verbaux\2018\180507.PV Conseil cna.doc

- **Préface**

Le présent règlement est commun aux 10 communes de la zone de Police du Condroz, à savoir :
Anthisnes – Clavier – Comblain-au-Pont – Ferrières – Hamoir – Marchin – Modave – Nandrin – Ouffet – Tinlot.

Il regroupe différentes législations dont le non-respect des dispositions qu'il contient peut entraîner la prononciation d'une sanction administrative communale.

Il intègre les dispositions prévues par la loi du 24 juin 2013 concernant les sanctions administratives communales.

Il s'appuie, par ailleurs, sur un protocole d'accord conclu avec l'office du Procureur du Roi de Liège.

Il se divise en 4 parties :

- Le règlement en matière de police administrative : de la sécurité, de la propreté et de la tranquillité publique.
- Les infractions relatives à l'arrêt et au stationnement
- Les infractions environnementales (déchets, eau, conservation de la nature, lutte contre le bruit, bien-être animal,...)
- Les dispositions concernant la voirie communale

-
-
-
-
-
-

- Table des matières

1.....
TITRE 1 : RÈGLEMENT EN MATIÈRE DE POLICE ADMINISTRATIVE : DE LA SÉCURITÉ, DE LA PROPRIÉTÉ ET DE LA TRANQUILLITÉ PUBLIQUE.....10

Disposition générale11

CHAPITRE I : DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.....11

2.
Section 1 : De la sécurité sur la voie publique et dans les lieux publics 11
Sous-section 1 : Dispositions générales 11
Sous-section 2 : De l'usage d'une arme de tir ou de jet 12
Sous-section 3 : De la dissimulation de visage dans les lieux publics..... 12

3.
Section 2 : De la circulation sur la voie publique 13
Sous-section 1 : Des plantations bordant la voie publique..... 13
Sous-section 2 : De la lutte contre le verglas, du déblaiement de la voie publique en cas de chute de neige ou de formation de verglas..... 13

4.
Section 3 : Dispositions concernant les animaux 14

5.
Section 4 : Des dispositions sécuritaires concernant les bâtiments 16
Sous-section 1: Du placement sur les bâtiments de plaques de rue, de numéro et de tout signe intéressant la sûreté publique 16
Sous-section 2 : Des constructions, ancrées ou non dans le sol, roulottes et caravanes menaçant ruines.....17
Sous-section 3 : De l'utilisation des installations de chauffage par combustion .. 18

6.
Section 5 : Des réunions publiques 18
Section 6 : Des atteintes aux biens – destructions, dégradations et autres atteintes à la propriété 19
Sous-section 1 : Des destructions et des dégradations diverses 19
Sous-section 2 : Des autres atteintes à la propriété 21
Section 7 : Des atteintes aux personnes - coups, voies de fait et injures..... 21

CHAPITRE II : DE LA PROPRIÉTÉ PUBLIQUE..... 22
Section 1 : De la propriété en général22
Section 2 : De la propriété de la voie publique.....22
Section 3 : Du dépôt, de l'épandage et de l'écoulement des matières incommodes ou nuisibles24
Section 4 : De l'entretien des terrains et des plantations.....24
Section 5 : De l'évacuation des eaux pluviales et usées25

CHAPITRE III : DE LA TRANQUILLITÉ PUBLIQUE 25

<u>Section 1 : De la lutte contre le bruit</u>	26
<u>Section 2 : Des débits de boissons et des établissements où l'on fait danser ou chanter</u>	26
<u>Section 3 : Des collectes et ventes effectuées sur la voie publique</u>	28
<u>Section 4 : De la vente et de la consommation d'alcool sur la voie publique</u> ..	28
<u>Section 5 : Des commerces de nuit de type « night shop »</u>	28
<u>Section 6 : Du stationnement des nomades sur le territoire de la commune</u> ..	29

CHAPITRE IV : SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET DISPOSITIONS

<u>GÉNÉRALES</u>	29
<u>Section 1 : Les sanctions administratives</u>	29
<u>Section 2 : Les mesures alternatives à l'amende administrative</u>	30
<u>Sous-section 1 : La médiation locale</u>	30
<u>Sous-section 2 : La prestation citoyenne</u>	31
7.	
<u>Section 3 : Le cas particulier des mineurs d'âge</u>	31
8.	
<u>Section 4 : Dispositions générales</u>	33

TITRE 2 : INFRACTIONS RELATIVES A L'ARRET ET AU STATIONNEMENT34

TITRE 3 : RÉGLEMENT RELATIF AUX INFRACTIONS

<u>ENVIRONNEMENTALES</u>	41
---------------------------------------	-----------

<u>CHAPITRE I : INTERDICTIONS PRÉVUES PAR LE DECRET DU 27 JUIN 1996 RELATIF AUX DECHETS</u>	42
--	-----------

<u>CHAPITRE II : INTERDICTIONS PRÉVUES PAR LE CODE DE L'EAU</u>	42
--	-----------

<u>Section 1 : En matière d'eau de surface</u>	42
<u>Section 2 : En matière d'eau destinée à la consommation humaine</u>	44
<u>Section 3 : En matière de cours d'eau non navigables</u>	44

<u>CHAPITRE III : INTERDICTIONS PRÉVUES EN VERTU DE LA LÉGISLATION RELATIVE AUX ÉTABLISSEMENTS CLASSÉS</u>	46
---	-----------

<u>CHAPITRE IV : INTERDICTIONS PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI DU 12 JUILLET 1973 SUR LA CONSERVATION DE LA NATURE</u>	46
--	-----------

<u>CHAPITRE V : INTERDICTIONS PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI DU 18 JUILLET 1973 RELATIVE A LA LUTTE CONTRE LE BRUIT</u>	47
--	-----------

CHAPITRE VI : INTERDICTIONS PRÉVUES EN VERTU DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT EN CE QUI CONCERNE LES MODALITÉS DES ENQUETES PUBLIQUES..... 48

CHAPITRE VII : INFRACTIONS PRÉVUES PAR LA LOI DU 14 AOÛT 1986 RELATIVE A LA PROTECTION ET AU BIEN-ETRE DES ANIMAUX 48

CHAPITRE VIII : INTERDICTIONS PRÉVUES PAR LE DÉCRET DU 10/07/2013 INSTAUNT UN CADRE POUR PARVENIR A UNE UTILISATION DES PESTICIDES COMPATIBLES AVEC LE DÉVELOPPEMENT DURABLE.....41

CHAPITRE IX : SANCTIONS ADMINISTRATIVES 51

CHAPITRE X: TRANSACTION 52

CHAPITRE XI: MÉDIATION 53

TITRE 4 : DISPOSITIONS CONCERNANT LA VOIRIE COMMUNALE 55

TITRE 5 : DISPOSITIONS FINALES COMMUNES..... 60

9.....

TITRE 1

RÈGLEMENT EN MATIÈRE DE POLICE ADMINISTRATIVE: DE LA SÉCURITÉ, DE LA PROPRETÉ ET DE LA TRANQUILLITÉ PUBLIQUE

Disposition générale

Article 1

Pour l'application du présent chapitre et, plus généralement pour l'application du présent règlement la voie publique est la partie du territoire communal affectée en ordre principal à la circulation des personnes ou des véhicules et accessibles à tous dans les limites prévues par les lois, les arrêtés et les règlements.

Elle comporte entre autres :

- a) les voies de circulation, y compris les accotements et les trottoirs.
- b) les emplacements publics établis en tant que dépendances des voies de circulation et affectés notamment au stationnement des véhicules, aux jardins publics, aux promenades et aux marchés.

Chapitre I : De la sécurité publique

Section 1 : De la sécurité sur la voie publique et dans les lieux publics ¹

Sous-section 1 : Dispositions générales

Article 2

a) Tout participant à un rassemblement sur la voie publique, dans les parcs publics et autres lieux accessibles au public, est tenu d'obtempérer aux injonctions de la police, destinées à préserver ou à rétablir la sûreté ou la commodité de passage.

b) Toute personne qui de par son comportement occasionne un trouble caractérisé de l'ordre public et de la sécurité publique nécessitant une intervention des services de police, pourra se voir infliger une amende administrative.

Article 3

Il est défendu à quiconque d'exercer une activité sur la voie publique, dans les parcs publics et autres lieux accessibles au public, s'adressant à ceux qui y circulent, notamment les chanteurs ambulants, colporteurs, distributeurs, à titre onéreux ou gratuit, de journaux, revues, tracts et écrits quelconques :

- a) sans autorisation écrite du Bourgmestre.

¹ L'utilisation privative de la voie publique ainsi que les dispositions concernant les travaux sur et en bordure de la voie publique sont régis par la partie consacrée à la voirie communale.

- b) sans respecter les législations spécifiques les concernant.
- c) d'importuner le public dans le but de favoriser leur commerce.

Sous-section 2 : De l'usage d'une arme de tir ou de jet

Article 4

Sans autorisation du Bourgmestre, est interdit l'usage d'une arme de tir ou de jet sur la voie publique, ainsi qu'en tout autre endroit, lorsque le risque existe qu'un projectile atteigne un usager de celle-ci.

Il est interdit de faire usage de pièces d'artifice, fusées, pétards et autres pièces d'artifice ainsi que d'organiser des illuminations ou autres feux de joie sur la voie publique, ainsi qu'en plein air et dans les lieux publics sans autorisation préalable écrite du Bourgmestre. Cette interdiction n'est pas applicable la nuit des réveillons de Noël et de Nouvel An entre 22 hrs et 02 hrs.

Sans préjudice d'autres dispositions légales, il est interdit de tirer, soit dans les rues, chemins, places et autres voies publiques, soit dans les cours des habitations, jardins ou à l'intérieur des immeubles ou autres bâtiments quelconques au moyen d'armes à feu, de jet ou à air comprimé de tout calibre.

Sans préjudice d'autres dispositions légales, il est interdit de faire commerce ou de posséder certaines substances dangereuses.

Article 5

A l'occasion de réjouissances publiques, le Bourgmestre pourra déroger au texte de l'article précédent.

Sous-section 3 : De la dissimulation de visage dans les lieux publics

Article 6² - Infraction mixte

Il est interdit, sauf dispositions légales contraires, de se présenter dans les lieux accessibles au public le visage masqué ou dissimulé en tout ou en partie, de manière telle qu'il ne soit pas identifiable.

Toutefois, ne sont pas visés par l'alinéa 1er, ceux qui circulent dans les lieux accessibles au public le visage masqué ou dissimulé en tout ou en partie de manière telle qu'ils ne soient pas identifiables et ce, en vertu de règlements de travail ou d'une ordonnance de police à l'occasion de manifestations festives.

² Voir article 563 bis du code Pénal.

Section 2 : De la circulation sur la voie publique³**Sous-section 1 : Des plantations bordant la voie publique****Article 7**

Sans préjudice d'autres réglementations existantes (notamment celles relatives à la protection des arbres et des haies remarquables), tout occupant d'un immeuble est tenu de veiller à ce que les plantations soient émondées de façon telle qu'aucune branche :

1. ne fasse saillie sur la voie carrossable, à moins de 4,5 m au-dessus du sol,
2. ne fasse saillie sur l'accotement ou sur le trottoir à moins de 2,5 m au-dessus du sol,
3. ne diminue l'intensité de l'éclairage public.
4. ne masque la signalisation routière et ne gêne la visibilité de la voie publique

Il est en outre tenu d'obtempérer aux mesures complémentaires prescrites par l'autorité communale compétente.

Chaque année avant le premier novembre, tous les propriétaires, fermiers, locataires, usufruitiers et autres occupants, faisant valoir leurs propres héritages ou ceux d'autrui situés le long des voies publiques, sont tenus d'élaguer, à leurs frais, les arbres et haies croissant sur les dits héritages, de manière à ne pas empiéter sur la voie publique ou à ne pas entraver la circulation.

Sans préjudice d'autres réglementations existantes (notamment celles relatives à la protection des arbres et des haies remarquables), ils doivent également réduire à la hauteur de 1,40 m, les têtards qui croissent dans les haies, les haies de têtards et toute autre haie, du moment où elles se trouvent à une distance de moins de deux mètres de la limite des voies publiques. Cette hauteur de 1,40m se mesure à partir du sol naturel de la propriété riveraine, à moins toutefois que la haie ne soit plantée en contrebas du couronnement de la route, auquel cas, le couronnement est pris pour point de départ.

Les haies plantées depuis moins de quatre ans ne doivent pas être élaguées, pour autant qu'elles n'empiètent pas sur la voie publique ou n'entravent pas la circulation.

Sous-section 2 : De la lutte contre le verglas, du déblaiement de la voie publique en cas de chute de neige ou de formation de verglas**Article 8**

Par temps de gel, il est interdit de déverser ou de laisser s'écouler de l'eau sur la voie publique ou tout autre liquide susceptible d'entraîner la formation de plaques de verglas.

³ L'utilisation privative de la voie publique ainsi que les dispositions concernant les travaux sur et en bordure de la voie publique se trouvent dans la partie consacrée à la voirie communale.

Article 9

Dans les parties agglomérées de la commune, en cas de chute de neige ou de formation de verglas, tout riverain d'une voie publique pourvu de trottoir(s) ou accotement(s) est tenu de veiller à ce que, devant la propriété qu'il occupe, un espace suffisant pour le passage des piétons soit déblayé et rendu non glissant. Cet espace devra être au moins égal à un mètre.

S'il s'agit d'immeubles comportant plusieurs riverains, ils sont solidairement responsables de cette charge de voirie.

Si le rez-de-chaussée, l'entièreté de l'immeuble, ou le terrain, bâti ou non, n'est pas occupé, le propriétaire, l'usufruitier ou les héritiers sont considérés comme responsables.

En ce qui concerne les édifices publics ou appartenant à une personne morale, l'entretien est à charge des personnes désignées à cet effet par leurs employeurs ou à défaut par la(les) personne(s) qui occupe(nt) le plus souvent le bâtiment à titre d'occupant(s).

Les obligations prévues aux articles précédents de cette section incombent :

10. pour les immeubles à appartements multiples : aux concierges, syndics, présidents des conseils de gestion, personnes spécialement chargées de l'entretien quotidien des lieux, ou celles désignées par un règlement intérieur, à défaut, solidairement à charge de tous les occupants.
11. pour les habitations particulières : à l'occupant
12. pour les immeubles non affectés à l'habitation : aux concierges, portiers, gardiens, ou aux personnes chargées de l'entretien quotidien des lieux
13. pour les immeubles non occupés ou les terrains non bâtis, à tout titulaire d'un droit réel sur l'immeuble ou le terrain.

Article 10

Les neige et glace déblayées, ne pourront être jetées sur la voie publique, elles seront mises en tas sur le bord du trottoir ou accotement le long de la chaussée, de manière à gêner le moins possible la circulation tant des véhicules que des piétons.

Section 3 : Dispositions concernant les animaux

Article 11

Toute personne ayant des animaux confiés à leurs soins ne peut les faire ou les laisser pénétrer et circuler sur les propriétés d'autrui.

Toute personne ayant des animaux confiés à leurs soins ne pourra les laisser :

- errer sur les voies publiques, dans les parcs publics et autres lieux accessibles au public.
- menacer ou détériorer la voie publique, les parcs publics et autres lieux

accessibles au public, ou y déranger les animaux.

- se baigner dans les étangs ou les pièces d'eau des parcs publics ou y déranger ou blesser les animaux.

Il est interdit à toute personne ayant des animaux domestiques sous sa garde, de les laisser déposer leurs excréments sur la voie publique, dans les parcs publics et autres lieux accessibles au public, exception faite pour les chiens dans les endroits signalés et aménagés à cet effet.

En cas de non- respect de cette disposition, la personne sera tenue d'enlever ou de faire enlever les excréments. Dans le cas où cette personne ne pourrait être découverte, l'enlèvement sera effectué par celui à qui incombe le nettoyage de cet endroit.

Il est interdit aux propriétaires et détenteurs de chiens :

- d'entraver la circulation en ne tenant pas un chien en laisse
- d'exciter ou ne pas retenir leurs chiens, lorsqu'ils attaquent ou poursuivent les passants, quand même il n'en résulterait aucun mal ou dommage

Les chiens doivent être tenus en laisse dans les parties agglomérées de la commune, dans les parcs et autres lieux accessibles au public.

Le port de la muselière est imposé aux chiens dangereux dans tout lieu public ou privé accessible au public, y compris les transports en commun ainsi que dans les parties communes des immeubles collectifs.

Est considéré comme chien dangereux, le chien qui montre ou a montré son agressivité ou est connu pour la manifester.

Sauf en ce qui concerne les cas particuliers des maîtres-chiens agréés, membres des sociétés de gardiennage et des maîtres-chiens de police, dans le cadre de leurs missions et pendant leurs services, il est interdit d'utiliser un chien et son apparence agressive pour intimider les tiers.

De même, il est interdit d'utiliser un chien pour incommoder ou provoquer la population et porter ainsi atteinte à la sécurité publique, à la commodité de passage et/ou aux relations de bon voisinage.

Si un chien réputé dangereux est susceptible de présenter un danger pour les personnes ou les animaux domestiques, le Bourgmestre, de sa propre initiative ou à la demande de toute personne concernée, peut prescrire au propriétaire ou au gardien du chien des mesures de nature à prévenir le danger.

En cas d'inexécution par le propriétaire ou le gardien du chien considéré comme dangereux, le Bourgmestre peut, par arrêté, placer le chien dans un lieu de dépôt adapté à l'accueil et à la garde de celui-ci, sans préjudice des dispositions de l'article 9 § 2 à 5 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des

animaux.

Pour reprendre possession du chien placé dans un lieu de dépôt, le propriétaire ou le gardien du chien doit préalablement exécuter les mesures décidées par le Bourgmestre.

Si l'importance du danger pour les personnes ou les animaux domestiques que présente le chien considéré comme dangereux le requiert, le bourgmestre peut ordonner par arrêté la mise à mort de l'animal par un vétérinaire .

Le dressage des chiens considérés comme dangereux au mordant n'est autorisé que dans le cadre des activités de sélection canine encadrées par une association agréée par le ministre compétent en matière de santé publique et en présence de dresseurs et responsables d'activité en possession d'un certificat de capacité et d'un matériel agréé.

En cas d'infraction aux dispositions de la présente section, le service de police intervenant pourra pratiquer, aux frais du contrevenant, la saisie administrative de l'animal faisant l'objet de l'infraction. A cet effet, la police pourra si nécessaire faire appel à tout expert ou organisme habilité et ce, aux frais du propriétaire ou détenteur de l'animal.

La confiscation éventuelle d'un chien dangereux et/ou du matériel de dressage éventuel peut être prononcée.

Le chien saisi sera dirigé vers la Société Royale pour la Protection et le Bien-Être des Animaux ou vers tout autre endroit habilité à les recueillir.

Si dans les 72 heures de la saisie, le propriétaire ou le détenteur du chien ne se présente pas au responsable du lieu d'hébergement momentané de celui-ci, muni de laisse et muselière requises, le chien sera réputé abandonné par son propriétaire ou détenteur.

Les frais d'hébergement et de capture éventuels, ou les frais en cas de nécessité d'appel à un vétérinaire pour anesthésier le chien saisi seront à charge de son propriétaire ou détenteur.

Section 4 : Des dispositions sécuritaires concernant les bâtiments

Sous-section 1: Du placement sur les bâtiments de plaque de rue, de numéro et de tout signe intéressant la sûreté publique

Article 12

Tout propriétaire d'un bâtiment ou titulaire d'un autre droit réel est tenu de permettre le placement, par les services compétents, sur le bâtiment, d'une plaque portant le nom de la rue, d'une plaque portant le numéro de police du bâtiment ou de la partie du bâtiment, ainsi que de tous signaux, appareils et supports intéressant la sûreté publique ou un service public, même si le bâtiment est construit hors alignement.

Article 13

Le Bourgmestre désigne le numéro de police qui sera apposé aux bâtiments destinés ou non à l'habitation et ayant une issue directe et particulière.

Le propriétaire, ou l'occupant du bâtiment, a l'obligation d'apposer le numéro de police de façon visible de la voie publique.

En ce qui concerne les immeubles et immeubles à logements multiples, chaque appartement se verra attribuer un numéro composé du numéro de l'immeuble, séparé par une barre verticale, du numéro de l'étage et de celui de l'appartement.

Article 14

En cas de reconstruction ou de modification de la façade, le propriétaire est tenu de replacer le ou les numéros à ses frais.

Il est défendu d'endommager, de salir ou de modifier les numéros et de s'opposer à leur modification lorsque l'autorité jugera utile de les modifier.

*Sous-section 2 : Des constructions, ancrées ou non dans le sol, roulottes et caravanes menaçant ruines*Article 15

Sans préjudice d'autres dispositions légales, la présente section est applicable aux constructions, ancrées ou non dans le sol, aux roulottes et caravanes, qui sont dénommées ci-après « installations » et dont l'état met en péril la sécurité des personnes, même si ces installations ne jouxtent pas la voie publique.

Article 16

Lorsque le péril est imminent, le Bourgmestre arrête les mesures adéquates. L'arrêté du Bourgmestre est affiché sur le lieu des installations et notifié aux intéressés par pli recommandé à la poste avec accusé de réception ou par exploit d'huissier.

Article 17

Lorsque le péril n'est pas imminent, le Bourgmestre fait dresser un état des lieux qu'il notifie aux intéressés. En même temps qu'il notifie l'état des lieux, le Bourgmestre invite les intéressés à lui faire part, dans un délai raisonnable qu'il fixe, de leurs observations à propos de l'état des installations et des mesures qu'ils se proposent de prendre.

Ceux-ci prendront leurs dispositions pour laisser libre accès à la personne désignée pour la réalisation de l'état des lieux.

Article 18

Après avoir pris connaissance de ces observations ou à défaut de celles-ci à l'expiration du délai imparti, le Bourgmestre arrête les mesures adéquates et fixe le délai dans lequel elles doivent être exécutées.

L'arrêté du Bourgmestre dont il est question ci-dessus est affiché sur le lieu des installations et notifié aux intéressés par pli recommandé à la poste avec accusé de réception ou par exploit d'huissier.

Il est obligatoire d'obtempérer à la sommation faite de réparer ou de démolir des installations menaçant ruine.

Article 19

Est interdite l'occupation ou l'autorisation d'occuper une installation aussi longtemps que les mesures prescrites par le bourgmestre ou agréées par celui-ci, sur proposition du ou des responsables de l'installation, ne sont pas réalisées.

Sous-section 3 : De l'utilisation des installations de chauffage par combustion

Article 20

Sans préjudice des dispositions légales en matière d'incendie (règlement incendie zone de secours 3), les utilisateurs d'installations de chauffage par combustion doivent veiller à ce qu'il ne résulte du fonctionnement de leur installation aucune atteinte à la salubrité et sécurité publiques. Ces installations seront établies, entretenues et utilisées conformément aux prescriptions légales tendant à prévenir la pollution atmosphérique.

Les propriétaires, locataires ou occupants principaux d'immeubles bâtis sont tenus de maintenir constamment en bon état de propreté et de fonctionnement les cheminées et fours dont ils font usage.

Section 5 : Des réunions publiques

Les manifestations ou bals prévus dans la présente section ne pourront se prolonger au-delà de 03.00 hs Sauf dispositions particulières et exceptionnelles stipulées dans l'autorisation du Bourgmestre, une diminution significative de la musique sera opérée à 02.00 hs – arrêt de la diffusion musicale à 02.30 hs – évacuation des lieux à 03.00 hs

Article 21

§ 1 Toute manifestation, telle que par exemple concerts, bals, parties dansantes, rallyes touristiques et autres, tant sur terrain public que privé, lorsqu'elle a lieu à l'air libre ou sous chapiteau non entièrement clos et couvert requiert l'autorisation du Bourgmestre. Le Bourgmestre peut assortir son autorisation de toutes les conditions qu'il juge nécessaires au bon déroulement de la réunion, dans un but de maintien de l'ordre public.

§ 2 Tout organisateur et tout participant à une manifestation prévue au § 1 est tenu d'obtempérer aux directives et injonctions de la police, destinées à prévenir les troubles éventuels, à préserver ou à rétablir la sécurité et la tranquillité publiques.

§ 3 L'autorisation mentionnée au paragraphe 1er doit être demandée par écrit au

Bourgmestre au moins 30 jours avant le jour de la manifestation. Cette demande accompagnera le formulaire « événement » reprenant précisément la nature de l'évènement et les mesures prises par l'organisateur.

Le délai de demande est de 90 jours si la manifestation requiert l'accompagnement et la présence d'équipes de police et nécessite l'organisation d'une ou plusieurs réunions de coordination officielles.

Article 22

§1 Les manifestations, telles que par exemple concerts, bals ou parties dansantes ouverts au public, mais en lieu clos et couvert, doivent être déclarées par écrit au Bourgmestre dans un délai de 30 jours précédant le jour de la manifestation. La déclaration sera accompagnée du formulaire « événement » reprenant précisément la nature de l'évènement et les mesures prises par l'organisateur.

§ 2 Le Bourgmestre délivre un accusé de réception de la déclaration écrite mentionnée au paragraphe 1er.

§ 3 Les organisateurs se conformeront aux conditions prescrites en matière de police. Ils souscriront une assurance en responsabilité civile couvrant tous les risques liés à la manifestation. A défaut, les manifestations ou bals seront interdits.

L'organisateur devra souscrire un contrat avec un service de sécurité agréé par le Ministère de l'Intérieur. Une copie du contrat accompagnera la demande d'autorisation ou la déclaration.

Article 23

Lorsque le (ou les organisateurs) d'une manifestation définie aux articles de la présente section souhaite faire usage, au cours de cette manifestation, d'un système de diffusion musicale ou sonore, il est tenu d'en faire mention dans sa demande ou sa déclaration. Il veillera également au respect des règles concernant la tranquillité publique.

Section 6 : Des atteintes aux biens – destructions, dégradations et autres atteintes à la propriété

Sous-section 1 : Des destructions et des dégradations diverses

Article 24⁴ - Infraction mixte

Il est interdit de réaliser sans autorisation des graffitis sur des biens mobiliers ou immobiliers.⁵

⁴ Voir article 534bis du Code Pénal.

⁵ Les dispositions concernant l'affichage public se trouvent au sein de la partie concernant la voirie communale.

Article 25⁶ - Infraction mixte

Sans préjudice des dispositions prévues par le chapitre III, titre IX, livre II du Code Pénal, il est interdit d'endommager ou de détruire volontairement, des propriétés mobilières d'autrui.

Article 26⁷ – Infraction mixte

Il est interdit de détruire, par quelque moyen que ce soit, en tout ou en partie, ou de mettre hors d'usage à dessein de nuire, les voitures, wagons et véhicules à moteur.

Article 27⁸- Infraction mixte

Il est interdit de dégrader volontairement les propriétés immobilières d'autrui.

Article 28⁹ - Infraction mixte

Il est interdit de dégrader ou endommager volontairement des clôtures urbaines ou rurales de quelques matériaux qu'elles soient faites.

Article 29¹⁰ - Infraction mixte

Il est interdit de, en tout ou en partie, combler des fossés, couper ou arracher des haies vives ou sèches, détruire des clôtures rurales ou urbaines, de quelques matériaux qu'elles soient faites; déplacer ou supprimer des bornes, pieds corniers ou autres arbres plantés ou reconnus pour établir les limites entre différents héritages

Article 30¹¹ - Infraction mixte

Il est interdit d'abattre méchamment un ou plusieurs arbres, de les mutiler ou de les écorcer de manière à les faire périr ou détruire une ou plusieurs greffes.

Article 31¹² – Infraction mixte

Il est interdit de détruire, abattre, mutiler ou dégrader : des tombeaux, signes commémoratifs ou pierres sépulcrales; des monuments, statues ou autres objets destinés à l'utilité ou à la décoration publique et élevés par l'autorité compétente ou avec son autorisation; des monuments, statues, tableaux ou objets d'art quelconques, placés dans les églises, temples ou autres édifices publics.

⁶ Voir article 559, 1° du code Pénal. Application selon les protocoles de collaboration établis avec les autorités judiciaires.

⁷ Voir article 521 al.3 du Code Pénal. Application selon les protocoles de collaboration établis avec les autorités judiciaires.

⁸ Voir article 534 ter du Code Pénal. Application selon les protocoles de collaboration établis avec les autorités judiciaires.

⁹ Voir article 563, 2° du Code Pénal. Application selon les protocoles de collaboration établis avec les autorités judiciaires.

¹⁰ Article 545 du Code Pénal. Application selon les protocoles de collaboration établis avec les autorités judiciaires.

¹¹ Article 537 du Code Pénal. Application selon les protocoles de collaboration établis avec les autorités judiciaires.

¹² Article 526 du Code Pénal. Application selon les protocoles de collaboration établis avec les autorités judiciaires.

Sous-section 2 : Des autres atteintes à la propriété**Article 32**

Il est interdit de jeter des objets ou matières quelconques contre des véhicules ou des constructions appartenant à autrui pouvant les souiller ou les altérer.

Article 33

Nul ne peut sans nécessité et contre la volonté du propriétaire, passer sur le terrain appartenant à autrui.

Article 34¹³ – Infraction mixte

Quiconque a soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas, est coupable de vol. Est assimilé au vol le fait de soustraire frauduleusement la chose d'autrui en vue d'un usage momentané.

Section 7 : Des atteintes aux personnes - coups, voies de fait et injures**Article 35**

Celui qui en dehors des cas prévus au chapitre V, titre VIII, livre II du Code Pénal, aura proféré des injures à l'encontre des corps constitués ou des particuliers sera passible des peines prévues par le présent Règlement.

Article 36¹⁴ - Infraction mixte

Pourront être poursuivis les auteurs de voies de fait ou violences légères, pourvu qu'ils n'aient blessé ni frappé personne, et que les voies de fait n'entrent pas dans la classe des injures, particulièrement ceux qui auront volontairement, mais sans intention de l'injurier, lancé sur une personne un objet quelconque de nature à l'incommoder ou à la souiller.

Article 37¹⁵ - Infraction mixte

Pourra être poursuivi quiconque aura injurié une personne soit par des faits, soit par des écrits, images ou emblèmes, dans l'une des circonstances indiquées à l'article 444 du code pénal¹⁶.

¹³ Article 461 et 463 du Code pénal. Application selon les protocoles de collaboration établis avec les autorités judiciaires.

¹⁴ Article 563, 3° du code Pénal. Application selon les protocoles de collaboration établis avec les autorités judiciaires.

¹⁵ Article 448 du Code pénal. Application selon les protocoles de collaboration établis avec les autorités judiciaires.

¹⁶ Soit dans des réunions ou lieux publics ; Soit en présence de plusieurs individus, dans un lieu non public, mais ouvert à un certain nombre de personnes ayant le droit de s'y assembler ou de le fréquenter; Soit dans un lieu quelconque, en présence de la personne offensée et devant témoins ; Soit par des écrits imprimés ou non, des images ou des

à un certain nombre de personnes ayant le droit de s'y assembler ou de le fréquenter; Soit dans un lieu quelconque, en présence de la personne offensée et devant témoins ; Soit par des écrits imprimés ou non, des images ou des emblèmes affichés, distribués ou vendus, mis en vente ou exposés aux regards du public; Soit enfin par des écrits non

emblèmes affichés, distribués ou vendus, mis en vente ou exposés aux regards du public; Soit enfin par des écrits non rendus publics, mais adressés ou communiqués à plusieurs personnes.

Pourra être poursuivi quiconque, dans l'une des circonstances indiquées à l'article 444, aura injurié par paroles, en sa qualité ou en raison de ses fonctions, une personne dépositaire de l'autorité ou de la force publique, ou ayant un caractère public.

Article 38¹⁷ – Infraction mixte

Pourra être poursuivi quiconque aura volontairement fait des blessures ou porté des coups.

CHAPITRE II : DE LA PROPRETÉ PUBLIQUE

Section 1 : De la propreté en général

Article 39

Dans les zones agglomérées, il est interdit de satisfaire à des besoins naturels ailleurs que dans les endroits affectés à cet usage.

Article 40

En tout lieu public, il est interdit de nourrir les animaux sauvages ou redevenus sauvages:

Section 2 : De la propreté de la voie publique

Article 41

Chaque propriétaire, locataire, ou son représentant, doit tenir en état de propreté le trottoir ou l'accotement jouxtant la maison qu'il occupe ou la propriété dont il a la jouissance à un titre quelconque.

Le soin du nettoyage devant les maisons inhabitées ou les propriétés non bâties incombe à ceux qui en sont les propriétaires ou locataires ou à leur représentant. L'obligation de nettoyage est également applicable aux impasses et cours communes. Sauf règlement intérieur applicable aux occupants des immeubles habités par plusieurs ménages, le nettoyage du trottoir ou de l'accotement est à charge de ceux qui occupent le rez-de-chaussée; si celui-ci n'est pas habité, le nettoyage est effectué par ceux qui occupent les étages supérieurs en commençant par le premier étage.

La personne chargée du nettoyage du trottoir ou de l'accotement est tenue d'enlever les mauvaises herbes au pied des arbres qui y sont plantés. Elle doit garder en état de propreté le carré de terre entourant l'arbre, ne peut y accumuler le produit du balayage du trottoir ou de l'accotement, ni y déverser des détergents, même dilués.

¹⁷ Article 398 du Code pénal. Application selon les protocoles de collaboration établis avec les autorités judiciaires.

Cette même personne est tenue d'enlever la végétation croissant sur les trottoirs ou accotements longeant sa demeure ou sa propriété et de veiller à ce qu'ils soient constamment praticables.

Le produit du balayage est enlevé par la personne à qui incombe la propreté du trottoir ou de l'accotement.

Ce produit ne peut en aucun cas être déposé notamment :

- sur la propriété d'autrui,
- sur la chaussée,
- sur la partie de la voirie que son voisin a l'obligation de nettoyer,
- dans les grilles d'égouts.

Les propriétaires, locataires ou leur représentant, veillent à ce que les canaux, fossés ou rigoles d'écoulement, qui bordent leur propriété ou demeure, soient constamment tenus en parfait état de propreté. Il est défendu d'y jeter ou y déposer tout ce qui est de nature à les obstruer.

La construction d'ouvrages qui pourraient entraver le libre écoulement des eaux est interdite.

Il est défendu de jeter de l'eau sur la voie publique si ce n'est pour le nettoyage des trottoirs, rigoles ou canaux.

L'écoulement des eaux sortant d'une fosse septique ou contenant des matières fécales n'est jamais autorisé sur la voie publique.

Tous les courriers, imprimés publicitaires et toutes-boîtes sont obligatoirement introduits complètement dans les boîtes aux lettres de manière à éviter leur dispersion sur la voie publique ; à défaut d'être insérés totalement dans les boîtes aux lettres, ils seront supposés avoir été déposés sur la voie publique (avec conséquence que cela implique pour l'éditeur responsable). Il est également interdit de les déposer sur le seuil des habitations ou de les accrocher aux grilles et supports situés à front de voirie.

Article 42¹⁸

Quiconque a, de quelque façon que ce soit, souillé ou laissé souiller le domaine public communal est tenu de veiller à ce que celle-ci soit, sans délai, remise en état de propreté.

Article 43¹⁹

Sans préjudice des dispositions sur la législation environnementale, les travaux qui

¹⁸ Si la voie concernée est une voie régionale, l'article 5 du décret relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques du 19/03/2009 s'applique.

¹⁹ Si la voie concernée est une voie régionale, l'article 5 du décret relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques du 19/03/2009 s'applique.

sont de nature à répandre de la poussière ou des déchets sur les propriétés voisines ou sur la voie publique communale²⁰ ne peuvent être entrepris qu'après établissement d'écrans imperméables.

Celui qui exécute les travaux est tenu d'arroser régulièrement les ouvrages de manière à limiter au maximum la dispersion des poussières et des déchets.

Article 44²¹

Lorsque la voirie est souillée du fait des travaux, l'entrepreneur est tenu de la remettre, sans délai, en parfait état de propreté.

Article 45²²

Les transporteurs par camions de chaux en poudre, chaux en roche, cendrées de chaux, calcaire broyé, et autres matières, pulvérulentes ou susceptibles de se répandre dans l'atmosphère, sont obligés de couvrir leurs véhicules d'une bâche ou d'un filet selon le type de transport lorsqu'ils circulent dans les rues de la commune.

Section 3 : Du dépôt, de l'épandage et de l'écoulement des matières incommodes ou nuisibles

Article 46

Sans préjudice de toutes dispositions légales en la matière, nul ne peut, sans autorisation préalable du Collège Communal, établir une fosse d'aisance, à fumier ou à purin, sur un terrain à quelque distance que ce soit de la voie publique. La même autorisation est requise pour les fosses à pulpe et à fourrage vert qui doivent se trouver à 20 mètres au moins des habitations d'autrui.

Nonobstant les dispositions légales en la matière, les dépôts de fumier ou de matières fécales en terrains de culture ainsi que les jus et souillures qui en découlent doivent se trouver au moins à 25 mètres des habitations de tiers. Ils ne peuvent en aucun cas empiéter sur l'accotement et la voie publique. Les dépôts ne peuvent masquer la visibilité des usagers de la route dans les virages et à proximité des carrefours.

Section 4 : De l'entretien des terrains et des plantations

Article 47

Sans préjudice d'autres dispositions légales notamment applicables aux espèces et zones protégées, tout terrain ou propriété doit être entretenu de façon à ne pouvoir en rien, nuire aux parcelles voisines.

Article 48

²⁰ Idem 19

²¹ Idem 19.

²² Idem 19.

Il est interdit d'incinérer des déchets, que ce soit en plein air ou dans des bâtiments, des ateliers ou des locaux, en utilisant ou non des appareils tels que poêles, feux ouverts, brûle-tout ou autres appareils et procédés similaires. Est toutefois tolérée, l'incinération des déchets végétaux provenant de l'entretien des jardins pour autant que le feu soit surveillé et distant d'au moins 100 mètres de toute habitation, bois, forêts et haies.

Article 49

Sauf autorisation préalable écrite du Collège communal, il est strictement interdit de procéder à tout élagage, abattage ou dégradation d'un arbre planté sur le domaine public. Toute dégradation d'espace vert sera également poursuivie.

Section 5 : De l'évacuation des eaux pluviales et usées

Article 50

Sans préjudice des dispositions réglementaires particulières à ce chapitre, la présente section est applicable aux installations dont l'état met en péril la salubrité publique.

Article 51

Lorsque le péril est imminent, le Bourgmestre prescrit les mesures adéquates.

Article 52

Lorsque le péril n'est pas imminent, le Bourgmestre fait dresser un rapport d'expertise qu'il notifie aux intéressés.

Article 53

En même temps qu'il notifie le rapport d'expertise, le Bourgmestre invite les intéressés à lui faire part dans un délai raisonnable qu'il fixe, de leurs observations à propos de l'état de l'installation et des mesures qu'ils se proposent de prendre.

Après avoir pris connaissance de ces observations ou à défaut de celles-ci, le Bourgmestre prescrit les mesures adéquates et fixe le délai dans lequel elles doivent être exécutées.

Article 54

Les mesures prescrites par le Bourgmestre sont affichées sur la façade de l'installation, après avoir été notifiées aux intéressés par toute voie de droit.

Article 55

Est interdite l'occupation ou l'autorisation d'occuper une installation que le Bourgmestre a déclarée inhabitable et dont il a ordonné l'évacuation.

CHAPITRE III : DE LA TRANQUILLITÉ PUBLIQUE

Section 1 : De la lutte contre le bruit

Article 56

Est interdit tout bruit ou tapage diurne de nature à troubler la tranquillité des habitants, lorsque ces bruits ou tapages sont causés sans nécessité.

Article 57²³- Infraction mixte

Il est interdit de se rendre coupable de bruits ou tapages nocturnes de nature à troubler la tranquillité des habitants.

Article 58

§1. Excepté pour la personne dûment autorisée, l'utilisation, en zone agglomérée, d'engins de type : tondeuses à gazon, débroussailleuses, scies circulaires, tronçonneuses et autres engins à moteurs destinés notamment à des fins de jardinage, de construction, de rénovation est interdite, en semaine entre 22 et 08 heures et le dimanche et les jours fériés toute la journée, sauf entre 10 et 12 heures.
§2. Les fermiers utilisateurs d'engins agricoles et les services d'utilité publique ne sont pas visés par la disposition du §1.

Article 59

Est soumis à autorisation du Bourgmestre, l'usage des haut-parleurs, d'amplificateurs ou autres appareils d'émissions sonores.

Article 60

Les organisateurs de réunions publiques ou privées et les exploitants de locaux où se tiennent de telles réunions sont tenus de veiller à ce que le bruit produit de l'intérieur, ou par les participants à ces réunions, n'incommode pas les habitants ou voisinage.

Article 61

Les appareils destinés à faire fuir les animaux des lieux de culture ne peuvent être utilisés qu'entre 08 et 20 heures. De tels engins ne peuvent se trouver qu'à au moins 100 mètres de l'habitation la plus proche. Il doit s'écouler au moins 15 minutes entre deux explosions successives.

Article 62

Les propriétaires d'animaux sont tenus de prendre toutes dispositions pour que la tranquillité publique ne soit pas troublée par des bruits excessifs.

Section 2 : Des débits de boissons et des établissements où l'on fait danser ou chanter

²³ Article 561, 1° du Code Pénal.

Article 63

Toute personne morale ou physique désirant ouvrir un débit de boissons doit obtenir préalablement l'autorisation de la commune conformément aux dispositions légales reprises dans le formulaire ad hoc.

Pour ce qui est des débits occasionnels (maximum 10 fois par an pour le même demandeur), la commune ne doit plus délivrer d'avis. Toutefois pour les débits de boissons spiritueuses ouverts occasionnellement aux endroits où se déroulent des manifestations publiques telles que des manifestations sportives, politiques ou culturelles, une autorisation spéciale du Collège communal est requise (Art 9 de la Loi du 28 décembre 1983).

Article 64

Une visite de prévention incendie est obligatoire dans le cadre des demandes d'ouverture d'un débit de boissons. Cette demande, à l'initiative du candidat exploitant, accompagnera la demande initiale d'ouverture à la commune; laquelle veillera à un traitement prioritaire de cette visite.

Article 65

Il est interdit aux exploitants de débits de boissons publics de fermer à clef leur établissement, d'éteindre ou de camoufler la lumière, tant qu'un ou plusieurs consommateurs se trouvent dans les locaux.

Article 66

Sans préjudice des prescriptions légales en matière d'urbanisme et d'environnement, en cas d'utilisation de musique amplifiée dans son établissement, l'exploitant veillera à ne pas occasionner de nuisance pour le voisinage. En cas de constat avéré de ces nuisances, l'exploitant pourra être contraint de prendre toute mesure utile pour faire cesser ces nuisances et le cas échéant se verra contraint d'installer un dispositif limiteur de son pour poursuivre son activité.

Article 67

En cas de trouble de la tranquillité publique, tout exploitant d'établissement où l'on fait chanter ou danser ou tout exploitant d'un débit de boissons, pourra se voir imposer par le Bourgmestre des heures particulières d'ouverture et de fermeture.

Les hôtels, restaurants et pensions ne sont considérés comme débits de boissons que pour autant que les boissons fermentées y soient servies sans repas.

En cas de non-respect des heures fixées, l'exploitant de l'établissement pourra se voir infliger une amende.

Section 3 : Des collectes et ventes effectuées sur la voie publique, dans les parcs et autres parties du domaine public.**Article 68**

Toute collecte effectuée sur la voie publique, dans les parcs publics et autres parties du domaine public est interdite sauf autorisation du Bourgmestre. Il en va de même pour les collectes nécessitant l'usage de la voie publique.

Les collecteurs seront porteurs d'une copie de l'autorisation susvisée et seront tenus de l'exhiber à la réquisition de l'autorité compétente.

Article 69

La mendicité est interdite sur la voie publique, dans les parcs publics et autres parties du domaine public.

Article 70

Nonobstant toute législation en matière de commerces ambulants, toute vente de biens ou services effectuée au porte à porte ou sur la voie publique doit être déclarée par écrit au Bourgmestre au moins huit jours avant la date souhaitée pour la vente.

Le Bourgmestre pourra interdire la vente si le maintien de l'ordre le requiert.

Le vendeur sera porteur de la déclaration visée par la commune. Il devra l'exhiber à toute personne qui la lui demande.

Section 4 : De la vente et de la consommation d'alcool sur la voie publique**Article 71**

Il est interdit de vendre, distribuer et consommer des boissons alcoolisées sur la voie publique, en dehors des terrasses et autres lieux autorisés affectés spécialement à cet effet.

Le Bourgmestre peut accorder des dérogations motivées à l'interdiction formulée à l'alinéa précédent.

La détention ou la possession de récipients ouverts contenant des boissons alcoolisées est assimilée à la consommation visée au présent article.

Le constat d'une infraction entraîne saisie immédiate des boissons alcoolisées constituant l'infraction indépendamment d'une autre sanction.

Sauf autorisation, la vente de toutes boissons alcoolisées par distributeurs automatiques sera interdite.

Section 5 : Des commerces de nuit de type "Night shop"**Article 72**

L'exploitation d'un commerce de nuit de type "Night shop" tel que visé par la Loi du 10/11/2006 est soumise à autorisation du Collège communal.

Article 73

La vente de boissons alcoolisées contenant plus de 15% de volume d'alcool est interdite dans les commerces de nuit de type Night shops après 22 heures.

Article 74

La vente de boissons alcoolisées est interdite à toute heure à des mineurs de moins de 18 ans.²⁴

Article 75

Compte tenu des effets particulièrement dommageables sur le comportement de ses consommateurs, les boissons spiritueuses d'un taux d'alcoolémie supérieur à 40° sont totalement interdites à la vente dans les commerces de nuit de type Night shop.

Article 76

L'exploitant met à disposition de ses clients des poubelles ou des conteneurs appropriés en nombre suffisant, favorisant le tri des déchets recyclables et valorisables.

Section 6 : Du stationnement des nomades sur le territoire de la commune

Article 77

En dehors des espaces dûment affectés à l'accueil et au séjour des gens du voyage et moyennant le respect des conditions édictées par le Collège Communal, le stationnement des nomades sur le territoire de la commune ne peut dépasser quarante-huit heures à compter de leur arrivée.

En cas de nécessité dûment démontrée, le Bourgmestre peut autoriser une prolongation de séjour strictement limitée à ce qui est requis.

CHAPITRE IV : SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Section 1 : Les sanctions administratives

Article 78

Les infractions aux articles du présent règlement à l'exception des articles 15 à 19 et 50 à 55 pourront être sanctionnées d'une amende administrative de 50 à 350 €.

Article 79

²⁴ Dans le cas d'une boisson fermentée (vin, bière, cidre, champagne,...) il s'agit d'une infraction administrative. Dans le cas de boisson contenant de l'alcool distillé (en ce compris les alcools pop), il s'agit d'une infraction à l'article 6 § 6 de la loi du 24 JANVIER 1977, relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits.

Le cas échéant, outre l'éventuelle amende administrative qui pourrait être appliquée, le Collège Communal pourra imposer la suspension administrative ou le retrait administratif de la permission ou de l'autorisation accordée ou encore la fermeture administrative de l'établissement concerné.

Section 2 : Les mesures alternatives à l'amende administrative

Sous-section 1 : La médiation locale

Article 80

Conformément à la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, il est mis en place une procédure de médiation locale pour les infractions aux dispositions du présent titre en vigueur sur le territoire de la commune et passible d'une amende administrative.

La médiation locale est une mesure permettant au contrevenant, grâce à l'intervention d'un médiateur, de réparer ou d'indemniser le dommage causé ou d'apaiser le conflit.

Article 81

Le fonctionnaire sanctionnateur peut proposer une médiation au contrevenant majeur si une victime a été identifiée et que le contrevenant donne son accord.

L'indemnisation ou la réparation du dommage est négociée et décidée librement par les parties.

Article 82

§1. A la clôture d'une médiation dans le cadre des sanctions administratives communales, le médiateur ou le service de médiation rédige un bref rapport d'évaluation à destination du fonctionnaire sanctionnateur.

Ce rapport d'évaluation précise si la médiation :

- 1° a été refusée
- 2° s'est conclue par un échec
- 3° a abouti à un accord

§2. En cas d'accord, le rapport précise le type d'accord conclu et mentionne l'exécution ou la non-exécution de celui-ci.

§3. Une médiation réussie équivaut à une médiation ayant abouti à un accord exécuté, ou à un accord dont la non-exécution n'est pas le fait du contrevenant.

Article 83

Lorsque le fonctionnaire sanctionnateur constate la réussite de la médiation, il ne peut plus infliger une amende administrative.

En cas de refus de l'offre ou d'échec de la médiation, le fonctionnaire sanctionnateur peut infliger une amende administrative.

Sous-section 2 : La prestation citoyenne

Article 84

§1. Conformément à la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, il est mis en place une procédure de prestation citoyenne pour les infractions aux dispositions du présent titre en vigueur sur le territoire de la commune et passible d'une amende administrative.

La prestation citoyenne est une prestation d'intérêt général effectuée par le contrevenant majeur ou mineur au profit de la collectivité.

§2. Elle consiste en :

1° une formation et/ou;

2° une prestation non rémunérée encadrée par la commune ou une personne morale compétente désignée par la commune et exécutée au bénéfice d'un service communal ou d'une personne morale de droit public, une fondation ou une association sans but lucratif désignée par la commune.

§3. La prestation citoyenne est encadrée par un service agréé par la commune ou une personne morale désignée par celle-ci.

Article 85

§1. Pour autant que le fonctionnaire sanctionnateur l'estime opportun, il peut proposer au contrevenant majeur, moyennant son accord ou à la demande de ce dernier, une prestation citoyenne en lieu et place de l'amende administrative.

§2. Elle ne peut excéder trente heures (15h pour les mineurs) et doit être exécutée dans un délai de six mois à partir de la date de la notification de la décision du fonctionnaire sanctionnateur.

Article 86

§1. Lorsque le fonctionnaire sanctionnateur constate que la prestation citoyenne a été exécutée, il ne peut plus infliger une amende administrative.

§ 2. En cas de non-exécution ou de refus de la prestation citoyenne, le fonctionnaire sanctionnateur peut infliger une amende administrative.

Section 3 : Le cas particulier des mineurs d'âge

Article 87

Les mineurs ayant atteint l'âge de seize ans accomplis sont passibles de poursuites administratives pour les infractions aux articles 2 à 5, 11, 21,22, 24 à 40, 56 à 62, 67 à 71.

Dans ce cas, le montant de l'amende ne pourra dépasser 175 euros.

Article 88

L'offre de médiation locale est obligatoire lorsqu'elle se rapporte aux mineurs ayant atteint l'âge de seize ans accomplis aux moments des faits.

Les père et mère, tuteur, ou personnes qui ont la garde du mineur peuvent, à leur demande, accompagner le mineur lors de la médiation.

L'indemnisation ou la réparation du dommage est négociée et décidée librement par les parties.

Article 89

§1. A la clôture d'une médiation dans le cadre des sanctions administratives communales, le médiateur ou le service de médiation rédige un bref rapport d'évaluation à destination du fonctionnaire sanctionnateur.

Ce rapport d'évaluation précise si la médiation :

- 1° a été refusée
- 2° s'est conclue par un échec
- 3° a abouti à un accord

§2. En cas d'accord, le rapport précise le type d'accord conclu et mentionne l'exécution ou la non-exécution de celui-ci.

§3. Une médiation réussie équivaut à une médiation ayant abouti à un accord exécuté, ou à un accord dont la non-exécution n'est pas le fait du contrevenant.

Article 90

Lorsque le fonctionnaire sanctionnateur constate la réussite de la médiation, il ne peut plus infliger une amende administrative, ni proposer une prestation citoyenne.

En cas de refus de l'offre ou d'échec de la médiation, le fonctionnaire sanctionnateur peut infliger une amende administrative.

Article 91

§1. Préalablement à l'offre de médiation obligatoire, le fonctionnaire sanctionnateur pourra appliquer la procédure d'implication parentale.

§2. Pour ce faire, le fonctionnaire sanctionnateur porte, par lettre recommandée, à la connaissance des père et mère, tuteur, ou personnes qui ont la garde du mineur, les faits constatés et sollicite leurs observations orales ou écrites vis-à-vis de ces faits et des éventuelles mesures éducatives à prendre, dès la réception du procès-verbal ou du constat.

Il peut à cette fin demander une rencontre avec les père et mère, tuteur, ou

personnes qui ont la garde du mineur et ce dernier.

§3. Après avoir recueilli les observations visées au § 2, et/ou avoir rencontré le contrevenant mineur ainsi que ses père et mère, tuteur, ou personnes qui en ont la garde et s'il est satisfait des mesures éducatives présentées par ces derniers, le fonctionnaire sanctionnateur peut soit clôturer le dossier à ce stade de la procédure, soit entamer la procédure administrative.

Section 4 : Dispositions générales

Article 92

L'application des sanctions administratives ou autres ne préjudicie en rien au droit pour le Bourgmestre de recourir, aux frais, risques et périls du contrevenant, à des mesures d'office nécessaires pour assurer l'exécution matérielle du présent règlement.

Article 93

L'application des sanctions administratives se fait toujours sans préjudice des restitutions ainsi que des dommages et intérêts qui pourraient être dus aux parties.

Article 94

Toute personne qui ne respecte pas le prescrit d'un arrêté de police peut se voir infliger une ou plusieurs sanctions administratives, à savoir l'amende, la suspension administrative ou le retrait administratif de la permission ou de l'autorisation accordée ou encore la fermeture administrative de l'établissement concerné.

TITRE 2

INFRACTIONS RELATIVES À L'ARRÊT ET AU STATIONNEMENT

Article 95

Une amende administrative est prévue pour les infractions à l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant le règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique visées à l'article 2, qui sont commises par des personnes physiques majeures ou des personnes morales.

Les montants des amendes administratives et du paiement immédiat des amendes administratives sont fixés à l'article 3.

Article 96

Pour les infractions au présent titre, l'amende administrative est, en cas d'absence du conducteur, mise à charge du titulaire de la plaque d'immatriculation du véhicule.

Article 97

§ 1^{er}. Sont des infractions de première catégorie, sanctionnées d'une amende administrative ou d'un paiement immédiat de 55 euros :

a	Dans les zones résidentielles, le stationnement est interdit sauf :	22bis, 4°, a)
	- aux emplacements qui sont délimités par des marques routières ou un revêtement de couleur différente et sur lesquels est reproduite la lettre "P";	
	- aux endroits où un signal routier l'autorise.	
b	Sur les voies publiques munies de dispositifs surélevés, qui sont annoncés par les signaux A14 et F87, ou qui, aux carrefours sont seulement annoncés par un signal A14 ou qui sont situés dans une zone délimitée par les signaux F4a et F4b, l'arrêt et le stationnement sont interdits sur ces dispositifs, sauf réglementation locale.	22ter.1, 3°
c	Dans les zones piétonnes, le stationnement est interdit.	22sexies2
d	Tout véhicule à l'arrêt ou en stationnement doit être rangé à droite par rapport au sens de sa marche	23.1, 1°
	Toutefois, si la chaussée est à sens unique, il peut être rangé de l'un ou de l'autre côté.	
e	Tout véhicule à l'arrêt ou en stationnement doit être rangé :	23.1, 2°
	- hors de la chaussée sur l'accotement de plain-pied ou, en dehors des agglomérations, sur tout accotement;	
	- s'il s'agit d'un accotement que les piétons doivent emprunter, une bande praticable d'au moins un mètre cinquante de largeur doit être laissée à leur disposition du côté extérieur de la voie publique;	
	- si l'accotement n'est pas suffisamment large, le véhicule doit être rangé partiellement sur l'accotement et partiellement sur la	

	chaussée;	
	- à défaut d'accotement praticable, le véhicule doit être rangé sur la chaussée.	
f	Tout véhicule rangé totalement ou partiellement sur la chaussée doit être placé :	23.2, al. 1 ^{er} , 1 ^o à 3 ^o
	1 ^o à la plus grande distance possible de l'axe de la chaussée;	
	2 ^o parallèlement au bord de la chaussée, sauf aménagement particulier des lieux;	
	3 ^o en une seule file.	
	Les motocyclettes sans side-car ou remorque peuvent toutefois stationner perpendiculairement sur le côté de la chaussée pour autant qu'elles ne dépassent pas le marquage de stationnement indiqué.	23.2, alinéa 2
g	Les bicyclettes et les cyclomoteurs à deux roues doivent être rangés en dehors de la chaussée et des zones de stationnement visées à l'article 75.2 de l'arrêté royal du 1 ^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique de telle manière qu'ils ne gênent pas ou ne rendent pas dangereuse la circulation des autres usagers, sauf aux endroits signalés conformément à l'article 70.2.1.3 ^o . f de l'arrêté royal du 1 ^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique.	23.3
h	Les motocyclettes peuvent être rangées hors de la chaussée et des zones de stationnement visées à l'article 75.2 de l'arrêté royal du 1 ^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, de telle manière qu'elles ne gênent pas ou ne rendent pas dangereuse la circulation des autres usagers.	23.4
i	Il est interdit de mettre un véhicule à l'arrêt ou en stationnement à tout endroit où il est manifestement susceptible de constituer un danger pour les autres usagers de la route ou de les gêner sans nécessité, en particulier :	24, al. 1 ^{er} , 2 ^o , 4 ^o et 7 ^o à 10 ^o
	- à 3 mètres ou plus mais à moins de 5 mètres de l'endroit où les cyclistes et les conducteurs de cyclomoteurs à deux roues sont obligés de quitter la piste cyclable pour circuler sur la chaussée ou de quitter la chaussée pour circuler sur la piste cyclable;	
	- sur la chaussée à 3 mètres ou plus mais à moins de 5 mètres en deçà des passages pour piétons et des passages pour cyclistes et conducteurs de cyclomoteurs à deux roues;	
	- aux abords des carrefours, à moins de 5 mètres du prolongement du bord le plus rapproché de la chaussée	

	transversale, sauf réglementation locale;	
	- à moins de 20 mètres en deçà des signaux lumineux de circulation placés aux carrefours, sauf réglementation locale;	
	- à moins de 20 mètres en deçà des signaux lumineux de circulation placés en dehors des carrefours sauf pour les véhicules dont la hauteur, chargement compris ne dépasse pas 1,65 m, lorsque le bord inférieur de ces signaux se trouve à 2 mètres au moins au-dessus de la chaussée;	
	- à moins de 20 mètres en deçà des signaux routiers sauf pour les véhicules dont la hauteur, chargement compris ne dépasse pas 1,65 m, lorsque le bord inférieur de ces signaux se trouve à 2 mètres au moins au-dessus de la chaussée.	
j	Il est interdit de mettre un véhicule en stationnement :	25.1
	- à moins d'1 mètre tant devant que derrière un autre véhicule à l'arrêt ou en stationnement et à tout endroit où le véhicule empêcherait l'accès à un autre véhicule ou son dégagement;	1°, 2°, 3°, 5°, 8°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°
	- à moins de 15 mètres de part et d'autre d'un panneau indiquant un arrêt d'autobus, de trolleybus ou de tram;	
	- devant les accès carrossables des propriétés, à l'exception des véhicules dont le signe d'immatriculation est reproduit lisiblement à ces accès;	
	- à tout endroit où le véhicule empêcherait l'accès à des emplacements de stationnement établis hors de la chaussée;	
	- en dehors des agglomérations sur la chaussée d'une voie publique pourvue du signal B9;	
	- sur la chaussée lorsque celle-ci est divisée en bandes de circulation, sauf aux endroits pourvus du signal E9a ou E9b;	
	- sur la chaussée, le long de la ligne discontinue de couleur jaune, prévue à l'article 75.1.2° de l'arrêté royal du 1 ^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;	
	- sur les chaussées à deux sens de circulation, du côté opposé à celui où un autre véhicule est déjà à l'arrêt ou en stationnement, lorsque le croisement de deux autres véhicules en serait rendu malaisé;	
	- sur la chaussée centrale d'une voie publique comportant trois chaussées;	
	- en dehors des agglomérations, du côté gauche d'une chaussée d'une voie publique comportant deux chaussées ou sur le terre-plein séparant ces chaussées.	
k	Il est interdit de faire apparaître sur le disque des indications	27.1.3

Administration Communale de OUFFET

Rue du Village, 3

4590 OUFFET

H:_Commun\Henri\COLLEGE-CONSEIL\Conseil communal\1111-Procès-verbaux\2018\180507.PV Conseil cnaI.doc

	inexactes. Les indications du disque ne peuvent être modifiées avant que le véhicule n'ait quitté l'emplacement.	
l	Il est interdit de mettre en stationnement plus de vingt-quatre heures consécutives sur la voie publique des véhicules à moteur hors d'état de circuler et des remorques.	27.5.1
	Dans les agglomérations, il est interdit de mettre en stationnement sur la voie publique pendant plus de huit heures consécutives des véhicules automobiles et des remorques lorsque la masse maximale autorisée dépasse 7,5 tonnes, sauf aux endroits pourvus du signal E9a, E9c ou E9d.	27.5.2
	Il est interdit de mettre en stationnement sur la voie publique pendant plus de trois heures consécutives des véhicules publicitaires.	27.5.3
m	Ne pas avoir apposé la carte spéciale visée à l'article 27.4.3, de l'arrêté royal du 1 ^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique ou le document qui y est assimilé par l'article 27.4.1. du même arrêté sur la face interne du pare-brise, ou à défaut, sur la partie avant du véhicule mis en stationnement aux emplacements de stationnement réservés aux véhicules utilisés par les personnes handicapées.	27bis
n	Ne pas respecter les signaux E1, E3, E5, E7 et de type E9 relatifs à l'arrêt et au stationnement.	70.2.1
o	Ne pas respecter le signal E11.	70.3
p	Il est interdit de s'arrêter ou de stationner sur les marques au sol des îlots directionnels et des zones d'évitement.	77.4
q	Il est interdit de s'arrêter ou de stationner sur les marques de couleur blanche définies à l'article 77.5 de l'arrêté royal du 1 ^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique qui délimitent les emplacements que doivent occuper les véhicules.	77.5
r	Il est interdit de s'arrêter ou de stationner sur les marques en damier composées de carrés blancs apposées sur le sol.	77.8
s	Ne pas respecter le signal C3 dans le cas où les infractions sont constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement.	68.3
t	Ne pas respecter le signal F 103 dans le cas où les infractions sont constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement.	68.3

§ 2. Sont des infractions de deuxième catégorie, sanctionnées d'une amende administrative ou d'un paiement immédiat de 110 euros :

a	Il est interdit de mettre un véhicule à l'arrêt ou en stationnement sur	22.2 en
---	---	---------

Administration Communale de OUFFET

Rue du Village, 3

4590 OUFFET

H:_Commun\Henri\COLLEGE-CONSEIL\Conseil communal\1111-Procès-verbaux\2018\180507.PV Conseil cnal.doc

	les routes pour automobiles, sauf sur les aires de stationnement indiquées par le signal E9a.	21.4.4°
b	Il est interdit de mettre un véhicule à l'arrêt ou en stationnement à tout endroit où il est manifestement susceptible de constituer un danger pour les autres usagers de la route ou de les gêner sans nécessité, notamment :	24, al. 1 ^{er} , 1°, 2°, 4°, 5° et 6°
	- sur les trottoirs et, dans les agglomérations, sur les accotements en saillie, sauf réglementation locale;	
	- sur les pistes cyclables et à moins de 3 mètres de l'endroit où les cyclistes et les conducteurs de cyclomoteurs à deux roues sont obligés de quitter la piste cyclable pour circuler sur la chaussée ou de quitter la chaussée pour circuler sur la piste cyclable;	
	- sur les passages pour piétons, sur les passages pour cyclistes et conducteurs de cyclomoteurs à deux roues et sur la chaussée à moins de 3 mètres en deçà de ces passages;	
	- sur la chaussée, dans les passages inférieurs, dans les tunnels et sauf réglementation locale, sous les ponts;	
	- sur la chaussée à proximité du sommet d'une côte et dans un virage lorsque la visibilité est insuffisante.	
c	Il est interdit de mettre un véhicule en stationnement :	25.1, 4°, 6°, 7°
	- aux endroits où les piétons et les cyclistes et conducteurs de cyclomoteurs à deux roues doivent emprunter la chaussée pour contourner un obstacle;	
	- aux endroits où le passage des véhicules sur rails serait entravé;	
	- lorsque la largeur du passage libre sur la chaussée serait réduite à moins de 3 mètres.	
d	Il est interdit de mettre un véhicule en stationnement aux emplacements de stationnement signalés comme prévu à l'article 70.2.1.3°, c de l'arrêté royal du 1 ^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, sauf pour les véhicules utilisés par les personnes handicapées titulaires de la carte spéciale visée à l'article 27.4.1 ou 27.4.3 de l'arrêté royal du 1 ^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique.	25.1, 14°

§ 3. Sont des infractions de quatrième catégorie, sanctionnées d'une amende administrative ou d'un paiement immédiat de 330 euros :

a	Il est interdit de mettre un véhicule à l'arrêt ou en stationnement sur les passages à niveau.	24, al. 1 ^{er} , 3°
---	--	------------------------------

Administration Communale de OUFFET

Rue du Village, 3

4590 OUFFET

H:_Commun\Henri\COLLEGE-CONSEIL\Conseil communal\1111-Procès-verbaux\2018\180507.PV Conseil cna.doc

TITRE 3

RÈGLEMENT RELATIF AUX INFRACTIONS ENVIRONNEMENTALES

14.

-

**CHAPITRE I : INTERDICTIONS PREVUES PAR LE DECRET DU 27
JUIN 1996 RELATIF AUX DECHETS**

Article 98

Sont passibles d'une amende administrative en vertu du présent règlement, les comportements suivants:

1° l'incinération de déchets ménagers en plein air ou dans des installations non conformes aux dispositions du décret du 27 juin 1996 relatifs aux déchets, à l'exception de l'incinération des déchets secs naturels provenant des forêts, des champs et des jardins, telle que réglementée par le Code rural et le Code forestier (2e catégorie).

2° l'abandon de déchets, tel qu'interdit en vertu du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, en ce compris les dépôts qui affectent les cours d'eau (2e catégorie).

3° déposer, faire déposer, abandonner sur la voie publique, des déchets de façon non conforme aux dispositions des services ordinaires et extraordinaires de collectes telles que reprises dans les ordonnances de police administratives communales.

CHAPITRE II : INTERDICTIONS PREVUES PAR LE CODE DE L'EAU

Section 1 : En matière d'eau de surface

Article 99

Est passible d'une amende administrative en vertu du présent règlement:

§1er Celui qui commet une des infractions visées à l'article D.393 du Code de l'eau (3e catégorie). Sont notamment visés, à cet article, les comportements suivants:

1° le fait de vidanger et de recueillir les gadoues de fosses septiques et de puits perdants chez des tiers, soit sans disposer de l'agrément requis, soit en éliminant les gadoues d'une manière interdite;

2° le fait de nettoyer un véhicule à moteur, une machine ou d'autres engins similaires dans une eau de surface ordinaire ou à moins de 10 mètres de celle-ci alors que le produit nettoyant est susceptible de s'y écouler sans disposer du permis d'environnement requis;

3° le fait de contrevenir à certaines dispositions adoptées par le Gouvernement en vue d'assurer l'exécution de la protection des eaux de surface et la pollution des eaux souterraines à partir d'eaux de surface, en ce compris le fait de ne pas respecter le règlement communal relatif aux modalités de raccordement à l'égout ;

4° le fait de tenter de commettre l'un des comportements suivants:

- d'introduire des gaz polluants, des liquides interdits par le Gouvernement, des déchets solides qui ont été préalablement soumis à un broyage mécanique ou des eaux contenant de telles matières dans les égouts publics, les collecteurs, les eaux de surface et les voies artificielles d'écoulement;
- de jeter ou de déposer des objets, d'introduire des matières autres que des eaux usées dans les égouts publics, les collecteurs et les eaux de surface.

§2 Celui qui, en matière d'évacuation des eaux usées (3e catégorie):

1° N'a pas raccordé à l'égout l'habitation située le long d'une voirie qui en est déjà équipée;

2° N'a pas raccordé pendant les travaux d'égouttage son habitation située le long d'une voirie qui vient d'être équipée d'égouts;

3° N'a pas sollicité l'autorisation préalable écrite du collège communal pour le raccordement de son habitation;

4° A déversé l'ensemble des eaux pluviales et des eaux claires parasites dans l'égout séparatif sur les parties de la voirie ainsi équipée ou n'évacue pas les eaux pluviales par des puits perdants, des drains dispersants, des voies artificielles d'écoulement ou par des eaux de surface pour autant que ce ne soit pas interdit par ou en vertu d'une autre législation;

5° N'a pas équipé toute nouvelle habitation d'un système séparant l'ensemble des eaux pluviales des eaux urbaines résiduaires, en n'équipant pas conformément aux modalités arrêtées par le Gouvernement lorsque les eaux usées déversées ne sont pas traitées par une station d'épuration, en n'évacuant pas les eaux urbaines résiduaires exclusivement par le réseau d'égouttage lors de la mise en service de la station d'épuration, en ne mettant pas hors-service la fosse septique suite à l'avis de l'organisme d'assainissement agréé ou en ne faisant pas vider la fosse septique par un vidangeur agréé;

6° N'a pas raccordé à l'égout existant dans les 180 jours qui suivent la notification de la décision d'un refus de permis pour l'installation d'un système d'épuration individuelle à la place du raccordement à l'égout;

7° N'a pas équipé d'origine toute nouvelle habitation construite en zone soumise au régime d'assainissement collectif, le long d'une voirie non encore équipée d'égout, d'un système d'épuration individuelle répondant aux conditions définies en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement lorsqu'il est établi que le coût du raccordement à un égout futur serait excessif;

8° N'a pas équipé d'un système d'épuration individuelle toute nouvelle habitation ou tout groupe d'habitations nouvelles pour lequel s'applique le régime d'assainissement autonome;

9° N'assure pas que l'égout ne récolte pas les eaux claires parasites en ne raccordant pas l'habitation au réseau d'égouttage dès la mise en service de celui-ci, en n'équipant pas une nouvelle habitation, dans l'attente de la mise en service du système d'épuration prévu, d'une fosse septique by passable munie d'un dégraisseur, le cas échéant, et pourvue de canalisations séparées pour la récolte des eaux pluviales et des eaux ménagères usées;

10° N'a pas mis en conformité l'habitation pour laquelle le régime d'assainissement autonome est d'application, et ce en l'absence de la mise en place d'un régime d'assainissement autonome groupé.

Section 2 : En matière d'eau destinée à la consommation humaine

Article 100

Est passible d'une sanction administrative en vertu du présent règlement, celui qui commet une infraction visée à l'article D.401 du Code de l'eau. Sont notamment visés (4e catégorie):

1° le fait, pour le propriétaire d'une installation privée de distribution de l'eau, de ne pas avoir reçu la certification exigée en vertu de la législation;

2° le fait, pour un abonné qui s'approvisionne par le biais d'une ressource alternative ou complémentaire, de ne pas assurer une séparation complète entre ce réseau d'approvisionnement et le réseau d'eau de distribution;

3° le fait, pour un particulier, de ne pas autoriser l'accès à son installation privée aux préposés du fournisseur, dans la mesure où les conditions imposées par l'article D.189 du Code de l'eau ont été respectées;

4° le fait de prélever de l'eau sur le réseau public de distribution en dehors des cas prévus par le Code de l'eau ou sans l'accord du distributeur.

Section 3 : En matière de cours d'eau non navigables

Article 101

Est passible d'une sanction administrative en vertu du présent règlement celui qui commet une infraction visée à l'article 17 de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables ou à l'article D. 408 du Code de l'eau lorsqu'il sera entré en vigueur, à savoir notamment:

§1^{er} celui qui entrave le dépôt sur ses terres ou ses propriétés des matières enlevées du lit du cours d'eau ainsi que des matériaux, de l'outillage et des engins nécessaires pour l'exécution des travaux (3e catégorie);

§2 l'usager ou le propriétaire d'un ouvrage établi sur un cours d'eau non navigable qui ne veille pas à ce que cet ouvrage fonctionne en conformité aux instructions qui lui sont données par le gestionnaire et, en tout état de cause, d'une manière telle que les eaux dans le cours d'eau ne soient jamais retenues au-dessus du niveau indiqué par le clou de jauge placé conformément aux instructions du gestionnaire et qui, en cas d'urgence, n'obéit pas aux injonctions du gestionnaire du cours d'eau (4e catégorie);

§3 celui qui ne clôture pas ses terres situées en bordure d'un cours d'eau à ciel ouvert et servant de pâture de telle sorte que le bétail soit maintenu à l'intérieur de la pâture, et ce conformément aux exigences de distance et de passage visées à l'article D.408 du Code de l'eau, ceci sous réserve de l'existence d'un arrêté soustrayant l'ensemble du territoire d'une commune à l'application de cette mesure (4e catégorie);

§4 celui qui dégrade ou affaiblit les berges, le lit ou les digues d'un cours d'eau, obstrue le cours d'eau ou y introduit un objet ou des matières pouvant entraver le libre écoulement des eaux, laboure, herse, bêche ou ameublit d'une autre manière la bande de terre d'une largeur de 0,50 mètre, mesurée à partir de la crête de berge du cours d'eau vers l'intérieur des terres, enlève, rend méconnaissable ou modifie quoi que ce soit à la disposition ou à l'emplacement des échelles de niveau, des clous de jauge ou de tout autre système de repérage mis en place à la requête d'un délégué du gestionnaire, laisse substituer les situations créées à la suite des actes indiqués ci-dessus (4e catégorie);

§5 celui qui néglige de se conformer aux prescriptions du gestionnaire du cours d'eau (4e catégorie) :

1° en ne plaçant pas, à ses frais, dans le lit de ce cours d'eau, des échelles de niveau ou des clous de jauge ou en modifiant l'emplacement ou la disposition des échelles ou des clous existants;

2° en ne réalisant pas, dans le délai fixé, les travaux imposés par le gestionnaire du cours d'eau ou qui ne le fait pas dans les conditions imposées;

3° en ne respectant pas l'interdiction faite par le gestionnaire du cours d'eau durant une période de l'année d'utiliser certaines embarcations dans des parties déterminées de cours d'eau non navigables.

§6 celui qui omet d'exécuter les travaux d'entretien ou de réparation nécessaires dont

il a la charge en ce qui concerne les ponts et ouvrages privés dont il est propriétaire (4e catégorie).

CHAPITRE III : INTERDICTIONS PRÉVUES EN VERTU DE LA LÉGISLATION RELATIVE AUX ÉTABLISSEMENTS CLASSÉS

Article 102

Est passible d'une sanction administrative en vertu du présent règlement celui qui commet une infraction visée à l'article 77, alinéa 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, à savoir notamment (3e catégorie):

1° L'absence de consignation dans un registre de toute transformation ou extension d'un établissement de classe 1 ou 2 lorsque la consignation dans un registre est requise;

2° Le fait de ne pas avoir porté à la connaissance des autorités concernées la mise en œuvre du permis d'environnement ou unique;

3° Le fait de ne pas prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire les dangers, nuisances ou inconvénients de l'établissement ou y remédier; le fait de ne pas signaler immédiatement à l'autorité compétente, tout accident ou incident de nature à porter préjudice à l'homme ou à l'environnement; le fait de ne pas informer l'autorité compétente et le fonctionnaire technique de toute cessation d'activité au moins 10 jours avant cette opération, sauf cas de force majeure;

4° Le fait de ne pas conserver, sur les lieux de l'établissement ou à tout autre endroit convenu avec l'autorité compétente, l'ensemble des autorisations en vigueur.

CHAPITRE IV : INTERDICTIONS PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI DU 12 JUILLET 1973 SUR LA CONSERVATION DE LA NATURE

Article 103

Est passible d'une sanction administrative en vertu du présent règlement celui qui commet une infraction visée à l'article 63 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

§1 Sont notamment visés par l'article 63, alinéa 1, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, les comportements suivants (3e catégorie):

1° Tout fait susceptible de perturber les oiseaux appartenant à une des espèces vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen, ainsi que leurs sous-espèces, races ou variétés, quelle que soit leur origine géographique, ainsi que les oiseaux hybridés avec un oiseau de ces espèces, ainsi que le commerce ou l'utilisation de ceux-ci (L. 12.7.1973, art. 2, par. 2);

2° Tout fait susceptible de porter atteinte à certaines espèces de mammifères, amphibiens, reptiles, poissons et invertébrés menacées et toute utilisation à but lucratif ou non de ces espèces (L. 12.7.1973, art. 2bis);

3° La détention, l'achat, l'échange, la vente ou la mise en vente de certaines espèces wallonnes de mammifères, amphibiens, reptiles, poissons et invertébrés partiellement protégées, ainsi que la capture, la mise à mort et la perturbation intentionnelle de ces espèces et de leurs œufs, sauf la détention temporaire d'amphibiens ou de leur œufs à des fins pédagogiques ou scientifiques (L. 12.7.1973, art. 2ter);

4° L'utilisation de moyens de capture et de mise à mort interdits lorsque cette capture ou mise à mort est autorisée (L. 12.7.1973, art. 2quinquies);

5° Le fait d'introduire des souches ou des espèces animales non indigènes (sauf les espèces servant à l'agriculture ou à la sylviculture) dans la nature ou dans les parcs à gibier (L. 12.7.1973, art. 5ter);

6° Le fait de tuer, chasser, piéger ou déranger les espèces dans les réserves naturelles (L. 12.7.1973, art. 11, al. 1er);

7° Tout fait susceptible de porter intentionnellement atteinte à certaines espèces végétales ainsi qu'à leur habitat, ainsi que le commerce ou toute autre utilisation de ces espèces (L. 12.7.1973, art. 3, par. 2);

8° Le fait de couper, déraciner, mutiler des arbres ou arbustes et d'endommager le tapis végétal dans les réserves naturelles, sauf dans le cas où c'est prévu par un plan de gestion (L. 12.7.1973, art. 11, al. 2);

§2 Sont notamment visés par l'article 63, alinéa 2 de la loi du 12 juillet 1973, le fait de planter ou de replanter des résineux, de laisser se développer leurs semis ou de les maintenir, et ce à moins de six mètres de tout cours d'eau (L. 12.7.1973, art. 56, par. 1 et 2) (4e catégorie).

CHAPITRE V : INTERDICTIONS PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI DU 18 JUILLET 1973 RELATIVE A LA LUTTE CONTRE LE BRUIT

Article 104

Est passible d'une sanction administrative en vertu du présent règlement, celui qui commet une infraction visée à l'article 11 de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, à savoir le fait de créer directement ou indirectement, ou laisser perdurer une nuisance sonore dépassant les normes fixées par le Gouvernement (3e catégorie).

CHAPITRE VI : INTERDICTIONS PRÉVUES EN VERTU DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT EN CE QUI CONCERNE LES MODALITÉS DES ENQUÊTES PUBLIQUES

Article 105

Est passible d'une sanction administrative en vertu du présent règlement celui qui commet une infraction visée à l'article D. 29-28 du Code de l'environnement, à savoir tout qui fait entrave à l'enquête publique ou soustrait à l'examen du public des pièces du dossier soumis à enquête publique (4e catégorie).

CHAPITRE VII : INFRACTIONS PRÉVUES PAR LA LOI DU 14 AOÛT 1986 RELATIVE A LA PROTECTION ET AU BIEN-ETRE DES ANIMAUX

Article 106

Est passible d'une sanction administrative en vertu du présent règlement celui qui commet une infraction visée à l'article 36 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, à savoir celui qui (3e catégorie) :

1° excite la férocité d'un animal en le dressant contre un autre animal ;

2° administre ou fait administrer à un animal des substances déterminées par le Roi, qui ont pour but d'influencer ses prestations, ou qui sont de nature à empêcher le dépistage des produits stimulants ;

3° enfreint les dispositions de l'article 4, du chapitre IV ou du chapitre VIII de la loi du 14 août 1986, autres que celles visées à l'article 35, 6°, ou des arrêtés pris en exécution de ces dispositions ;

Sont notamment visés les comportements suivants :

- *ne pas prendre les mesures nécessaires afin de procurer à l'animal une alimentation, des soins et un logement qui conviennent à sa nature, à ses besoins physiologiques et éthologiques, à son état de santé et à son degré de développement, d'adaptation ou de domestication ;*
- *entraver sa liberté de mouvement au point de l'exposer à des douleurs, des souffrances ou des lésions évitables ;*
- *ne pas octroyer à un animal habituellement ou continuellement attaché ou enfermé suffisamment d'espace et de mobilité conformément à ses besoins physiologiques et éthologiques ;*
- *ne pas octroyer à un animal l'éclairage, la température, le degré d'humidité, la ventilation, la circulation d'air et les autres conditions ambiantes du logement des animaux nécessaires aux besoins physiologiques et éthologiques de l'espèce ;*
- *ne pas respecter les conditions de transport d'un animal ;*
- *se livrer à des expériences sur les animaux sans être dûment autorisé à le faire.*

4° ne se conforme pas aux mesures visées à l'article 4, § 5 de la loi du 14 août 1986, et prescrites par les agents de l'autorité compétents ou rend inopérantes les mesures prises ;

5° impose à un animal un travail dépassant manifestement ses capacités naturelles ;

6° enfreint les dispositions du chapitre VI de la loi du 14 août 1986 ;

Sont notamment visés les comportements suivants :

- mettre à mort un vertébré sans disposer des connaissances et des capacités requises ;
- ne pas se conformer aux conditions de mise à mort des vertébrés (ex. : étourdissement).

7° se sert de chiens comme bêtes de somme ou de trait, sous réserve des dérogations que le Ministre qui a le bien-être des animaux dans ses attributions peut accorder selon les conditions fixées par le Roi ;

8° met en vente, vend, achète ou détient un oiseau aveuglé ;

9° utilise un animal à des fins de dressage, d'une mise en scène, de publicité ou à des fins similaires, dans la mesure où il est évident qu'il résulte de cette utilisation impropre des douleurs, des souffrances ou des lésions évitables ;

10° nourrit ou abreuve de force un animal, sauf pour des raisons médicales ou pour des expériences réalisées suivant le chapitre VIII de la loi du 14 août 1986 ou dans des élevages spécialisés déterminés par le Roi et aux conditions qu'il fixe ;

11° donne à un animal une substance qui peut lui causer des souffrances ou des lésions, sauf pour des raisons médicales ou pour les expériences définies au chapitre VIII de la loi du 14 août 1986 ;

12° en infraction à l'article 11 de la loi du 14 août 1986, cède des animaux à des personnes de moins de 16 ans;

Remarque

Cet article vise l'interdiction de céder à titre gratuit ou onéreux des animaux à des personnes âgées de moins de 16 ans, sans autorisation expresse des personnes qui exercent sur eux l'autorité parentale ou la tutelle.

13° expédie un animal contre remboursement par voie postale

14° se livre à une exploitation visée à l'article 5, § 1^{er} de la loi du 14 août 1986, sans l'agrément exigée par cet article, enfreint les dispositions d'arrêtés royaux pris en exécution des articles 6 ou 7 et les obligations définies à l'article 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, à l'article 9, § 2, alinéas 1^{er} et 2, et aux articles 10 et 12

Sont notamment visés les comportements suivants :

- *exploiter des élevages de chiens, de chats, de refuges pour animaux, de pensions et d'établissements commerciaux pour animaux, de marchés et parcs zoologiques sans agrément de l'autorité compétente ;*
- *commercialiser des chiens ou chats sur la voie publique, sur les marchés ainsi que dans les foires, salon, expositions et en des circonstances similaires ;*
- *ne pas respecter les conditions d'exploitations ou de commercialisation déterminées par le Roi ;*
- *ne pas respecter les règles et délais applicables en matière d'animaux errant, perdu ou abandonnés.*

15° détient ou commercialise des animaux teints ;

16° propose ou décerne des animaux à titre de prix, de récompense ou de don lors de concours, de loteries, de paris ou dans d'autres circonstances similaires, sauf les dérogations qui pourront être accordées par le Ministre qui a le bien-être des animaux dans ses attributions ;

Ces dérogations ne peuvent être accordées qu'à l'occasion de festivités, marchés annuels, concours et autres manifestations ayant un caractère professionnel ou assimilé.

Article 107

Est passible d'une sanction administrative en vertu du présent règlement celui qui commet une infraction visée à l'article 36*bis* de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, à savoir celui qui organise une course de chevaux et/ou un entraînement en préparation à une course de ce genre ou qui y participe, si la course a lieu totalement ou partiellement sur la voie publique, dont le revêtement consiste en asphalte, béton, pavés, briques ou un autre matériau dur (3e catégorie).

Article 108

Est passible d'une sanction administrative en vertu du présent règlement celui qui commet une infraction visée à l'article 40 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, à savoir les infractions à la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux ou à ses arrêtés d'exécution ou aux décisions et règlements européens en la matière qui ne sont pas reprises aux articles 35, 36, et 36*bis* de la loi précitée (3e catégorie).

Est, entre autres, visé l'arrêté royal du 25 avril 2014 relatif à l'identification et l'enregistrement des chiens. Cet arrêté impose notamment les obligations suivantes :

- *Le responsable d'un chien fait identifier et enregistrer celui-ci avant l'âge de huit semaines ;*
- *Le responsable d'un chien fait en tout cas identifier et enregistrer celui-ci avant que le chien soit commercialisé ;*
 15. *Dérogations : (un chien identifié peut être commercialisé avant d'être enregistré)*
 16. *1° le chien est né chez l'éleveur et il est commercialisé à un élevage agréé ou à l'étranger dans les huit jours après l'identification ;*

17. 2° le chien provient de l'étranger et est commercialisé à l'étranger dans les huit jours après la finalisation de la procédure d'identification décrite au chapitre III de l'AR.

- La preuve d'identification est fournie par le certificat d'identification dûment complété.
- La preuve d'identification et d'enregistrement des chiens enregistrés après le 6 juin 2004 est fournie par le passeport muni du certificat d'enregistrement.
- A l'exception des refuges, personne n'acquiert à titre gratuit ou onéreux un chien qui n'a pas été identifié et enregistré suivant les dispositions de l'AR et qui n'est pas accompagné par la preuve d'identification et d'enregistrement ;
- Le transpondeur électronique est implanté par un vétérinaire ;
- Lors de tout changement de responsable, le cédant communique les données du nouveau responsable au service public compétent pour le bien-être animal par moyen de la carte "Modification des données" et ceci dans les huit jours ;
- Le passeport est immédiatement remis au nouveau responsable de l'animal ;
- Le responsable communique tout changement de ses données ou le décès de son chien le plus vite possible au service public compétent pour le bien-être animal par moyen de la carte "Modification des données".

18.

CHAPITRE VIII : Interdictions prévues par le décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable

Article 109

Est passible d'une sanction administrative en vertu du présent règlement celui qui commet une infraction visée à l'article 9 du décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable, à savoir (3e catégorie) :

- celui qui applique, utilise ou manipule des pesticides en contravention aux articles 3 (application des pesticides dans les espaces publics), 4 (application des pesticides dans des lieux fréquentés par le public ou des groupes vulnérables) et 6 (manipulation des produits phytopharmaceutiques à usage professionnel) du décret du 10 juillet 2013 ainsi qu'à leurs arrêtés d'exécution;
- celui qui contrevient aux principes généraux en matière de lutte intégrée contre les ennemis des végétaux, tels que fixés par le Gouvernement en application de l'article 5, § 1er, du décret du 10 juillet 2013.

CHAPITRE IX : SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Article 110

§1er. Les infractions au présent titre sont passibles d'une amende administrative, conformément à la procédure prévue aux articles D.160 et suivants du Code de

l'environnement.

§2. Les infractions de 2e catégorie sont passibles d'une amende de 50 à 100.000 euros.

§3. Les infractions de 3e catégorie sont passibles d'une amende de 50 à 10.000 euros.

§4. Les infractions de 4e catégorie sont passibles d'une amende de 1 à 1.000 euros.

§5. En cas de récidive dans les trois ans à compter de la date du procès-verbal, le montant maximal de l'amende administrative encourue est doublé.

CHAPITRE X: TRANSACTION

Article 111

L'agent remplit en trois exemplaires le formulaire établi conformément au modèle de l'annexe X de l'Arrêté du Gouvernement wallon insérant une partie VIII dans la partie réglementaire du Livre Ier du Code de l'Environnement (M.B. 27.01.2009).

Lorsque plusieurs infractions ont été constatées à charge d'un contrevenant en même temps, l'agent notifie toutes les infractions sur le même formulaire.

Article 112

En cas d'infraction visée à l'article D.159, § 2, qui n'a pas causé dommage immédiat à autrui, l'agent constatateur peut proposer au contrevenant une transaction dont le montant est établi comme suit :

1° incinération de déchets ménagers en plein air ou dans des installations non conformes aux dispositions du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à l'exception de l'incinération des déchets secs naturels provenant des forêts, des champs et des jardins, telle que réglementée par le Code rural et le Code forestier :150 euros;

2° abandon de déchets, tel qu'interdit en vertu du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, en ce compris les dépôts qui affectent les cours d'eau :

- 50 euros en cas de non-respect de l'autocollant apposé sur une boîte aux lettres pour prévenir la production de déchets de papier publicitaire;

- 50 euros en cas d'abandon d'une déjection canine;

- 50 euros en cas d'abandon de mégot, de canette ou de chewing-gum;

- 150 euros en cas d'abandon d'un emballage, d'un sac poubelle, d'un bidon d'huile usagée, d'un récipient ou un fût de 200 l même vide, de déchets inertes seuls ou en mélange générés par les travaux de transformation réalisés par des non professionnels, de déchets amiantifères;

- 150 euros en cas de non-respect des modalités prévues dans les ordonnances de police administratives communales en matière de collectes de déchets.

3° infractions de troisième et quatrième catégorie aux législations visées à l'article D.138, alinéa 1er :

- 50 euros en cas d'infraction de quatrième catégorie;

- 150 euros en cas d'infraction de troisième catégorie;

Article 113

Si l'auteur de l'infraction n'a pas de domicile ou de résidence fixe en Belgique et ne paie pas immédiatement la somme proposée, la somme à consigner est égale à celle fixée à l'article précédent augmentée d'une somme forfaitaire de 150 euros.

Article 114

Le paiement par bulletin de virement ou par voie électronique concerne les personnes ayant un domicile ou une résidence fixe en Belgique.

Si le contrevenant est présent lors de la constatation de l'infraction, le formulaire de paiement peut lui être remis sur le champ.

Si le contrevenant est absent, un exemplaire du formulaire mentionné à l'article 10 est envoyé à son domicile.

Si le contrevenant accepte la transaction, il renvoie le formulaire dûment complété à l'agent dans un délai de cinq jours à dater de sa réception.

En cas de non-paiement malgré l'acceptation de la transaction, un rappel est envoyé. Ce rappel fait courir les intérêts de retard.

Article 115

Tous les documents relatifs à la perception ou à la consignation d'une somme sont consignés dans un registre et sont conservés pendant trois ans dans les bureaux de l'administration dont relève l'agent ayant procédé à cette perception ou à cette consignation.

CHAPITRE XI: MÉDIATION

Article 116

Conformément à l'article D. 169bis du Livre Ier du Code de l'Environnement, il est mis

en place une procédure de médiation visant à l'indemnisation et/ou la réparation, réelle ou symbolique, de tout dommage causé par l'auteur d'une infraction aux dispositions du présent règlement en vigueur sur le territoire de la commune et passible d'une amende administrative.

Il appartient au Fonctionnaire sanctionnateur d'initier la procédure de médiation. La mise en œuvre de cette procédure revêt un caractère facultatif et est soumise à la libre appréciation du Fonctionnaire sanctionnateur.

L'auteur de l'infraction est libre d'accepter ou de refuser la procédure de médiation.

Au terme de la procédure de médiation, le Fonctionnaire sanctionnateur conserve le droit d'infliger une amende administrative, s'il le juge opportun.

TITRE 4

DISPOSITIONS CONCERNANT LA VOIRIE COMMUNALE

Le présent titre reprend des extraits du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale, lequel établit les infractions de voirie. Pour les infractions sur voirie régionale, il conviendra de se référer au décret relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques du 19 mars 2009.

On entend par :

1° voirie communale : voie de communication par terre affectée à la circulation du public, indépendamment de la propriété de son assiette, y compris ses dépendances qui sont nécessaires à sa conservation, et dont la gestion incombe à l'autorité communale;

2° modification d'une voirie communale : élargissement ou rétrécissement de l'espace destiné au passage du public, à l'exclusion de l'équipement des voiries;

3° espace destiné au passage du public : espace inclus entre les limites extérieures de la surface destinée indifféremment aux usagers, en ce compris au parage des véhicules et ses accotements;

4° alignement général : document graphique à caractère réglementaire figurant dans un plan et déterminant les limites longitudinales tant présentes que futures d'une ou plusieurs voiries; il donne une destination publique aux terrains qui sont ou seront incorporés dans la voirie; ces terrains sont ainsi, le cas échéant, grevés d'une servitude légale d'utilité publique;

5° alignement particulier : limite actuelle ou future entre la voirie publique et un bien privé déterminé;

6° plan de délimitation : plan topographique fixant la position des limites longitudinales de la voirie communale;

7° atlas des voiries communales ou atlas : inventaire numérique sous forme littérale et cartographique établi et actualisé conformément au présent décret;

8° usage du public : passage du public continu, non interrompu et non équivoque, à des fins de circulation publique, à condition qu'il ait lieu avec l'intention d'utiliser la bande de terrain concernée dans ce but et ne repose pas sur une simple tolérance du propriétaire;

9° envoi : tout envoi dont le service de distribution, quel qu'il soit, permet de lui donner date certaine, ainsi qu'à sa réception; le gouvernement a la faculté de déterminer la liste des procédés qu'il reconnaît comme permettant de donner date certaine.

Titre 6 – De la police de gestion des voiries communales

Art.117

Le Gouvernement est habilité à adopter un règlement général de police de gestion des voiries communales, en ce compris une signalétique harmonisée obligatoire. Le règlement peut notamment porter sur les constructions et plantations le long des voiries, la gestion des fossés, des déblais et des talus, les limites d'excavation à proximité des voiries, les défenses diverses aux actes commis sur ou aux alentours de la voirie, les poteaux et plaques indicatrices, l'entretien des plantations bordant la voirie, l'usage et l'occupation de la voirie et l'écoulement des eaux.

Article 118

Les communes peuvent adopter des règlements complémentaires en la matière.

Titre 7 – Des infractions, de leurs sanctions et des mesures de réparation

Article 119

§ 1er. Sont punissables d'une amende de 50 euros au moins et de 10.000 euros au plus

1° ceux qui, volontairement ou par défaut de prévoyance ou de précaution, dégradent, endommagent la voirie communale ou portent atteinte à sa viabilité ou à sa sécurité²⁵;

2° ceux qui, sans l'autorisation²⁶ requise de l'autorité communale, d'une façon non conforme à celle-ci ou sans respecter les conditions générales fixées par le Gouvernement

a) occupent ou utilisent la voirie communale d'une manière excédant le droit d'usage qui appartient à tous²⁷;

b) effectuent des travaux sur la voirie communale

3° sans préjudice du chapitre II, du Titre 3, ceux qui, en violation de l'article 7 du décret du 06 février 2014 relatif à la voirie communale, ouvrent, modifient ou suppriment une voirie communale sans l'accord préalable du conseil communal ou du Gouvernement.

§ 2. Sont punissables d'une amende de 50 euros au moins et de 1.000 euros au plus:

1° ceux qui font un usage des poubelles, conteneurs ou récipients placés sur la voirie communale qui n'est pas conforme à l'usage auxquels ils sont normalement destinés ou à l'usage fixé réglementairement par ordonnance de police adoptée annuellement par chaque Conseil communal comme le prévoit le Code Wallon.

²⁵ Les souillures restent visées par le règlement général de police dans la section propreté publique.

²⁶ Assortie de conditions.

²⁷ Ce qui vise entre-autres les manifestations sur la voie publique, les activités (chanteurs, colporteurs, distributeurs de journaux/revues/tracts), l'utilisation privative de la voie publique (dont dépôt de matériel et/ou de matériaux et/ou d'échafaudage, le passage et le stationnement de véhicules de chantiers,...) en ce compris les trottoirs.

2° ceux qui apposent des inscriptions, des affiches, des reproductions picturales ou photographiques, des tracts ou des papillons sur la voirie communale à des endroits autres que ceux autorisés par l'autorité communale;

3° ceux qui refusent d'obtempérer aux injonctions régulières données par les agents visés à l'article 61, § 1er, dans le cadre de l'accomplissement des actes d'informations visés à l'article 61, § 4, 1°, 3° et 4°; 5° ceux qui entravent l'accomplissement des actes d'information visés à l'article 61, § 4.

Article 120

§ 1er. Dans les cas d'infraction visés à l'article 60, § 1er, 1° (dégradations), et § 2, 2° (affichage), l'autorité communale peut d'office remettre ou faire remettre la voirie communale en état ou procéder ou faire procéder aux actes et travaux mal ou non accomplis. Le coût, y compris, le cas échéant, le coût de la gestion des déchets conformément à la réglementation en vigueur, en est récupéré à charge de l'auteur de l'infraction.

§ 2. Dans les cas d'infraction visés à l'article 60, § 1er, 2° (utilisation privative de la voie et travaux) et 3°, et § 2, 1° (mauvaise utilisation des poubelles et conteneurs publics), l'autorité communale met en demeure l'auteur présumé de l'infraction de mettre fin aux actes constitutifs d'infraction et, si nécessaire, de remettre ou faire remettre la voirie en état. Cette mise en demeure est adressée par recommandé et précise le délai imparti au contrevenant pour s'exécuter. Si l'auteur présumé de l'infraction n'a pas remis ou fait remettre la voirie communale en état dans le délai imparti, l'autorité communale peut y procéder elle-même ou y faire procéder, le coût des travaux de remise en état étant, dans ce cas, récupéré à charge de l'auteur de l'infraction. Dans les cas d'infraction visés à l'alinéa 1er, l'autorité communale peut d'office remettre ou faire remettre la voirie en état, sans au préalable mettre en demeure l'auteur présumé de l'infraction à cet effet, si l'une des conditions suivantes est remplie :

1° l'urgence ou les nécessités du service public le justifient;

2° pour des raisons d'ordre technique, environnemental ou de sécurité, il est contre-indiqué de permettre au contrevenant de remettre ou faire remettre lui-même la voirie communale en état;

3° l'auteur présumé de l'infraction n'est pas et ne peut pas être aisément identifié.

§ 3. Le Gouvernement a la faculté d'arrêter les modalités de calcul du coût de la remise en état des lieux lorsque les travaux sont exécutés par le personnel communal. Le coût de la remise en état des lieux à récupérer à charge du contrevenant est majoré d'une somme forfaitaire pour frais de surveillance et de gestion administrative égale à dix pour cent du coût des travaux, avec un minimum de cinquante euros, que les travaux soient réalisés par le personnel des services communaux ou par une entreprise extérieure.

§ 4. Si le contrevenant reste en défaut de payer le coût des travaux de remise en état des lieux ou les frais de surveillance et de gestion administrative qui lui sont réclamés, ceux-ci peuvent être recouvrés par voie de contrainte, selon des modalités à déterminer par le Gouvernement, malgré l'existence d'une action pénale sur laquelle il n'aurait pas encore été définitivement statué à raison des faits ayant justifié la remise en état des lieux. »

TITRE 5

DISPOSITIONS FINALES COMMUNES

Article 121

Le présent règlement abroge les règlements ou parties de règlements antérieurs relatifs aux matières qu'il concerne.

Article 122

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication.

Article 123

Le Bourgmestre est chargé de veiller à l'exécution du présent règlement.

Adopté par le Conseil communal de OUFFET en date du 07 mai 2018

**Le Directeur général,
(S) Henri LABORY**

Par le Conseil,

**La Bourgmestre,
(S) Caroline MAILLEUX**

Pour extrait conforme,

Le Directeur général,

La Bourgmestre,

PROTOCOLE D'ACCORD RELATIF AUX SANCTIONS ADMINISTRATIVES COMMUNALES EN CAS D'INFRACTIONS MIXTES COMMISES PAR LES MAJEURS ET LES MINEURS DE 16 ANS ET PLUS

ENTRE :

La commune d'Ouffet représentée par son Collège communal, au nom duquel agissent Caroline MAILLEUX , Bourgmestre, et Henri LABORY Directeur général;

ET

Le Procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire de Liège;

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, notamment l'article 23, §1er, alinéa 1er, pour ce qui concerne les infractions mixtes, à l'exception des infractions de roulage ;

Vu les articles 119bis, 123 et 135, §2, de la Nouvelle Loi communale;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 2013 fixant les conditions et le modèle de protocole d'accord en exécution de l'art. 23 de la Loi relative aux sanctions administratives communales,

Vu le Règlement général de Police de la Commune d'Ouffet adopté le 7 mai 2018 ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

A. Cadre légal

1. La loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales (M.B. 1er juillet 2013), ci-après dénommée "loi SAC", dispose dans son article 3, 1° et 2°, que le conseil communal peut prévoir dans ses règlements ou ordonnances une sanction administrative pour les infractions suivantes au Code pénal :

- Article 398 (coups et blessures volontaires)
- Article 448 (injures par faits écrits ou images)
- Article 521, 3e alinéa (destruction ou mise hors d'usage de véhicules)
- Article 461 (vol simple)
- Article 463 (vol d'usage)
- Article 526 (destruction de tombeaux)
- Article 534bis (graffitis)
- Article 534ter (dégradation de propriétés immobilières)
- Article 537 (abattage méchant d'arbres)
- Article 545 (destructions de clôtures)
- Article 559; 1° (destructions de propriétés mobilières)
- Article 561, 1° (tapage nocturne)
- Article 563, 2° (dégradation de clôtures)
- Article 563, 3° (voies de fait ou violences légères)
- Article 563bis (port de masque ou dissimulation)

Pour les infractions ci-dessus, un protocole d'accord peut être conclu entre le Procureur du Roi compétent et le Collège communal concernant les infractions mixtes.

Ce protocole respecte l'ensemble des dispositions légales concernant notamment les procédures prévues pour les contrevenants et ne peut déroger aux droits de ceux-ci.

B. Infractions mixtes classiques

Article 1er. - échange d'informations

a. Toutes les parties s'engagent à collaborer et à s'informer dans les limites de leurs compétences et garantissent la confidentialité de ces échanges.

A cet effet, le procureur du Roi désigne un ou plusieurs magistrats de son arrondissement, ci-après dénommé les "magistrat de référence SAC". Les magistrats de référence pourront être contactés par la Commune d'Ouffet liée par le présent accord en cas de difficultés concernant l'application de la loi ou le présent accord ou pour obtenir des informations sur les suites réservées à certains procès-verbaux.

b. Les coordonnées des magistrats de référence, et des personnes de référence au sein de la

Commune d'Ouffet sont reprises dans un document annexe. La correspondance et/ou les échanges téléphoniques et/ou les courriers électroniques relatifs aux sanctions administratives leur seront adressés.

c. Les parties s'engagent à signaler sans délai toute modification des coordonnées des personnes citées ci-dessus.

Article 2. - Traitement des infractions mixtes

/. Options quant aux traitements des infractions mixtes classiques

Le Procureur du Roi s'engage à ne pas entamer de poursuites pour les infractions mixtes ci-après énumérées et la Commune d'Ouffet s'engage à traiter les infractions dûment constatées :

- Article 398 (coups et blessures volontaires)
- Article 448 (injures par faits écrits ou images)
- Article 461 (vol simple) et 463 (vol d'usage) pour un préjudice d'un montant inférieur à 250 € commis par un (des) auteurs, identifié(s) ou identifiable(s).
- Article 521, 3e alinéa (destruction ou mise hors d'usage de véhicules)
- Article 526 (destruction de tombeaux) sauf ceux commis dans un contexte de racisme, de xénophobie ou constituant l'expression d'une haine ou d'un rejet d'une opinion philosophique ou religieuse
- Article 534 bis (graffitis)
- Article 534ter (dégradation de propriétés immobilières)
- Article 537 (abattage méchant d'arbres)
- Article 545 (destructions de clôtures)
- Article 559; 1° (destructions de propriétés mobilières)
- Article 561, 1° (tapage nocturne)
- Article 563, 2° (dégradation de clôtures)
- Article 563, 3° (voies de fait ou violences légères)
- Article 563bis (port de masque ou dissimulation)

Le Procureur du Roi s'engage à assurer le traitement des infractions mixtes ci-après énumérées. Aucune copie du procès-verbal n'est transmise au Fonctionnaire Sanctionnateur:

- Article 461 (vol simple) et 463 (vol d'usage) pour un préjudice d'un montant égal ou supérieur à 250 € commis par un (des) auteur(s), identifié(s) ou identifiable(s).
- Article 526 (destruction de tombeaux) commis dans un contexte de racisme, de xénophobie ou constituant l'expression d'une haine ou d'un rejet d'une opinion philosophique ou religieuse

//. Modalités particulières

1. Si les faits visés dans le présent protocole :

- sont liés à d'autres faits qui n'entrent pas en ligne de compte pour les sanctions administratives, OU
- ont débouché sur une privation de liberté, OU
- sont commis par des auteurs connus pour être enregistrés en BNG pour avoir commis au moins 5 faits de même indice dans les deux ans qui précèdent , OU
- sont commis dans un contexte de violence intrafamiliale (cf. définition COL 03/06 du collège des P.G.), OU
- sont commis par des auteurs récurrents faisant l'objet d'une politique criminelle spécifique,

L'application de la procédure des sanctions administratives est exclue.

2. Au cas où le Fonctionnaire Sanctionnateur compétent constate, en appliquant la procédure visant à infliger une amende administrative communale, que le suspect s'est manifestement encore rendu coupable d'autres délits, il dénoncera les faits, par application de l'article 29 du Code d'instruction criminelle, au magistrat de référence SAC.

3. Compte tenu de la nature des faits dénoncés, le magistrat de référence SAC décidera s'il s'engage à apporter une suite pour l'ensemble des faits y compris celui ou ceux pour lesquels la procédure administrative était engagée. Il en informera, dans un délai d'un mois de la dénonciation, le Fonctionnaire Sanctionnateur lequel clôturera la procédure administrative. Sans décision du Procureur du Roi, le Fonctionnaire Sanctionnateur n'a plus la possibilité d'infliger une amende administrative.

4. Au cas où il s'agit de constatations au sujet d'un auteur inconnu, il ne sera pas transmis de copie du procès-verbal au Fonctionnaire Sanctionnateur. Si le suspect initialement inconnu est identifié par la suite, le Procureur du Roi peut décider de ne pas engager de poursuites et transférer l'affaire au Fonctionnaire Sanctionnateur compétent.

5. Pour tous les dossiers pris en charge par le Fonctionnaire Sanctionnateur, celui-ci peut, au regard de la répétition des faits, de leur gravité particulière, de l'importance du préjudice ou d'un contexte spécifique (violences intrafamiliales, situation préoccupante, étrangers illégaux, etc.) renvoyer les faits au traitement du Procureur du Roi, et ce après concertation avec le magistrat de référence.

Le présent protocole est conclu pour une durée d'un an, automatiquement renouvelable.

Chaque année, au cours du douzième mois d'application, les parties procèdent à son évaluation et, le cas échéant, aux adaptations nécessaires.

Le présent protocole entrera en vigueur 15 jours après la signature de l'ensemble des parties.

Pour la Commune d'Ouffet

Le 6 juin 2018

Caroline MAILLEUX
Bourgmestre,

Henri LABORY
Directeur Général,

Le Procureur du Roi de LIEGE

PROTOCOLE D'ACCORD RELATIF AUX SANCTIONS ADMINISTRATIVES COMMUNALES EN CAS D'INFRACTIONS A L'ARRET ET AU STATIONNEMENT ET POUR LES INFRACTIONS AUX SIGNAUX C3 ET F103 CONSTATEES AU MOYEN D'APPAREILS FONCTIONNANT AUTOMATIQUEMENT

ENTRE :

La commune d'Ouffet représentée par son Collège communal, au nom duquel agissent Caroline MAILLEUX , Bourgmestre, et Henri LABORY Directeur général;

ET

Le Procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire de Liège ;

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, notamment l'article 23, § 1^{er}, 5^{ème} alinéa, pour ce qui concerne les infractions de roulage;

Vu les articles 119^{bis}, 123 et 135, §2, de la Nouvelle Loi communale;

Vu l'arrêté royal du 9 mars 2014 relatif aux sanctions administratives communales pour les infractions en matière d'arrêt et de stationnement et pour les infractions aux signaux C3 et F103 constatées exclusivement au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement;

Vu le Règlement général de Police de la Commune d'Ouffet adopté le 7 mai 2018 ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

A. Cadre légal

La loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales (M.B. 1^{er} juillet 2013), dispose dans son article 3, 3^o, que le conseil communal peut prévoir dans ses règlements ou ordonnances une sanction administrative pour les infractions qui sont déterminées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres sur la base des règlements généraux visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière, en particulier :

- Les infractions relatives à l'arrêt et au stationnement à l'exception des infractions commises sur les autoroutes ;
- Les infractions aux dispositions concernant le signal C3 et F103, constatées exclusivement au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement, visés à l'article 62 de la même loi.

En l'espèce, l'article 23, §1^{er}, 5^{ème} alinéa, de la loi SAC, rend par contre obligatoire l'établissement d'un protocole d'accord pour le traitement des infractions ci-dessus.

L'arrêté royal du 09 mars 2014 relatif aux sanctions administratives communales pour les infractions concernant l'arrêt et le stationnement et pour les infractions concernant le

signal C3, constatées exclusivement au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement, exécute l'article 23 § 1^{er}, alinéa 5, en énumérant les différentes infractions.

B. Infractions de roulage au sens de l'article 3, 3^o, de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales

Article 1er - échange d'informations

a. Toutes les parties s'engagent à collaborer et à s'informer dans les limites de leurs compétences et garantissent la confidentialité de ces échanges:

A cet effet, le procureur du Roi désigne un ou plusieurs magistrats de son arrondissement, ci-après dénommé les "magistrat de référence SAC". Les magistrats de référence pourront être contactés par la Commune liée par le présent accord en cas de difficultés concernant l'application de la loi ou le présent accord ou pour obtenir des informations sur les suites réservées à certains procès-verbaux.

b. Les coordonnées des magistrats de référence et des personnes de référence au sein de la

Commune sont reprises dans un document annexe. La correspondance et/ou les échanges téléphoniques et/ou les courriers électroniques relatifs aux sanctions administratives leur seront adressés.

c. Les parties s'engagent à signaler sans délai toute modification des coordonnées des personnes citées ci-dessus.

Article 2. - traitement des infractions

***/.* Infractions de roulage au sens de l'article 3, 3^o, de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales**

1. Le Procureur du Roi s'engage à ne pas entamer de poursuites pour les infractions de roulage ci-après énumérées et la commune d'Ouffet s'engage à traiter les infractions dûment constatées :

- Infraction de 1^{ère} catégorie
- Infraction de 2^{ème} catégorie
- Infraction de 4^{ème} c catégorie

2. Le constat de l'infraction est envoyé en original au Fonctionnaire Sanctionnateur dans un délai d'un mois à dater des faits. Le Procureur du Roi en est informé via copie du constat transmise dans le même délai.

3. Le procès-verbal faisant état d'un paiement immédiat de l'amende administrative est transmis en original au Fonctionnaire Sanctionnateur et en copie au Procureur du Roi dans un délai de 15 jours.

Dans les cas où le paiement immédiat est refusé par une personne n'ayant ni domicile ni résidence fixe en Belgique, le Procureur du Roi s'engage à entamer les poursuites quelle que soit la catégorie d'infraction.

II. Cas d'infractions de roulage constatées à charge de l'utilisateur d'un véhicule qui semble directement ou indirectement impliqué dans un accident ou cas où il existe un lien avec une autre infraction mixte telle que visée au point A, 1., du présent protocole

/ Faits liées à d'autres faits qui n'entrent pas en ligne de compte pour les sanctions administratives ou ont débouché sur une privation de liberté

Dans ce cas, le procès-verbal est transmis dans un délai de 15 jours au procureur du Roi. L'ensemble des faits recevra une suite déterminée exclusivement par le procureur du Roi, à l'exclusion de toute sanction administrative.

Dans le cas où l'infraction est lié à d'autres faits qui n'entrent pas en ligne de compte pour les sanctions administratives ou ont débouché sur une privation de liberté, l'application de la procédure des SAC est exclue.

III. Informations relatives aux cas où le suspect s'est manifestement encore rendu coupable d'autres délits

1. Au cas où le Fonctionnaire Sanctionnateur compétent constate, en appliquant la procédure visant à infliger une amende administrative communale, que le suspect s'est manifestement encore rendu coupable d'autres délits, il dénoncera les faits, par application de l'article 29 du Code d'instruction criminelle, au magistrat de référence SAC.

2. Compte tenu de la nature des faits dénoncés, le magistrat de référence SAC décidera s'il s'engage à apporter une suite pour l'ensemble de faits y compris celui ou ceux pour lesquels la procédure administrative était engagée. Il en informera, dans un délai d'un mois de la dénonciation, le Fonctionnaire Sanctionnateur lequel clôturera la procédure administrative. Sans décision du Procureur du Roi, le Fonctionnaire Sanctionnateur n'a plus la possibilité d'infliger une amende administrative.

Le présent protocole est conclu pour une durée d'un an, automatiquement renouvelable.

Chaque année, au cours du douzième mois d'application, les parties procèdent à son évaluation et, le cas échéant, aux adaptations nécessaires.

Le présent protocole entrera en vigueur 15 jours après la signature de l'ensemble des parties.

Pour la Commune d'Ouffet

Le 6 juin 2018

Caroline MAILLEUX
Bourgmestre,

Henri LABORY
Directeur Général

Le Procureur du Roi de LIEGE

5) Modification budgétaire n°1 ex. 2018.

Attendu qu'il convient d'intégrer les résultats budgétaires du compte ex. 2017 et d'adapter certains crédits budgétaires du budget 2018 de la Commune d'OUFFET à divers impératifs financiers ;

Vu la circulaire du 24/08/2017 de M. le Ministre des Pouvoirs Locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie de la Région wallonne, relative à l'élaboration des budgets communaux pour 2018 ;

Vu la circulaire de M. le Ministre des Pouvoirs Locaux et de la Fonction publique de la Région wallonne, du 27/05/2013, relative à la Tutelle – Circulaire relative aux pièces justificatives ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 04/07/2007 portant Règlement général de la Comptabilité communale ;

Vu l'avis favorable de la Commission finances en date du 02 mai 2018 ;

Vu l'avis de légalité de M. DESERRANNO, Directeur financier, émis en date du 02 mai 2018 ;

Attendu que la modification budgétaire concernée a été transmise aux instances syndicales et n'a fait l'objet d'aucune remarque ni demande de renseignement ;

Sur proposition du Collège communal ;

Le Conseil communal DECIDE, à l'unanimité des membres présents :

- D'adopter la modification budgétaire n°1 des services ordinaire et extraordinaire, du budget communal ex. 2018 présentant les résultats suivants :
 - se clôturant, d'une part, au service ordinaire par un résultat positif à l'exercice propre de 3.459,09 € (avant prélèvement) et par un boni global de 455.783,38 € et, d'autre part, se clôturant en équilibre au service extraordinaire avec 1.801.426,55 € de recettes et dépenses ;
 - présentant un solde de 17.500,10 € pour le Fonds de réserve extraordinaire ;
 - présentant un Fonds de provision pour la pension des mandataires communaux de 133.000°€.
- Expédition de la présente délibération sera transmise, accompagnée de la modification budgétaire n°1, services ordinaire et extraordinaire, du budget communal ex. 2018 et des annexes requises, au S.P.W. – DGO5 – Service extérieur de Liège – A l'attention de Mme Myriam PAUWELS, Directrice – Montagne Sainte-Walburge, 2 à 4000 LIEGE, ainsi qu'à M. DESERRANNO, Directeur financier.

6) Elaboration du projet de mise en lumière du Monument aux Morts et de la Grand-Place - Approbation du cahier des charges établi par ORES.

Vu le code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30, L 1222-3 et L 1222-4 ;

Vu l'article 135, §2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu les articles 3 A.5, 9 et 47 des statuts d'ORES ASSETS;

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment son article 10 ;

Vu la désignation d'ORES ASSETS en qualité de Gestionnaire de réseau de distribution sur le territoire de la commune ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public imposée aux gestionnaires de réseau de distribution en termes d'entretien et d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations d'éclairage public, notamment son article 3 ;

Vu l'arrêté/circulaire du 18/05/2017 ;

Considérant qu'en vertu de l'article 29 de la loi relative aux marchés publics, ne sont pas soumis à l'application des dispositions de ladite loi, les services attribués à un pouvoir adjudicateur sur la base d'un droit exclusif ;

Considérant qu'en vertu des articles 3 A.5, 9 et 47 des statuts d'ORES ASSETS à laquelle la commune est affiliée, la commune s'est dessaisie à titre exclusif et avec pouvoir de substitution du service de l'éclairage public, ORES ASSETS effectuant ces prestations à prix de revient ;

Considérant dès lors que la commune doit charger directement ORES ASSETS de l'ensemble des prestations de services liées à ses projets en matière d'éclairage public ;

Considérant la délibération de notre conseil adoptée en date du 07/03/2018 décidant du principe des travaux et chargeant ORES ASSETS de la réalisation de l'ensemble des prestations de service liées à la bonne exécution du projet Mise en lumière du Monument aux Morts et de la Grand Place de et à Ouffet et décidant pour les travaux de pose relatifs à ce projet, de recourir aux entrepreneurs désignés par ORES ASSETS, en sa qualité de centrale de marchés;

Considérant la Centrale de marché de travaux organisée par ORES ASSETS pour compte des communes.

Vu le projet définitif établi par ORES ASSETS ainsi que le montant des estimations des travaux de pose et fournitures requis pour la réalisation du projet, transmis par ORES ASSETS;

Vu le montant des fournitures inférieur à 30.000 EUR ;

Le Conseil communal DECIDE, à l'unanimité des membres présents :

Article 1 : d'approuver le projet Mise en lumière du Monument aux Morts et de la Grand Place de et à Ouffet pour le montant estimatif de 32.491,10 EUR comprenant, l'acquisition des fournitures, la réalisation de travaux, les prestations d'ORES ASSETS et la TVA ;

Article 2 : de solliciter auprès du Commissariat Général au Tourisme les subsides accordés dans le cadre du programme de subvention en matière d'équipement touristique ;

Article 3 : que la dépense sera imputée sur l'article 763/73160:20170010.2017 du budget communal ;

Article 4 : de lancer un marché public de fournitures de matériel d'éclairage public nécessaire à l'exécution de ce projet pour un montant estimé de 11.529,92 EUR HTVA, par procédure par simple facture acceptée sur base de l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Article 5 : d'approuver les plans et les documents du marché (plans, annexes, modèles d'offres) présentés, relatifs à ce marché de fournitures ;

Article 6 : d'arrêter la liste des fournisseurs à consulter comme suit;

Lot 1 : Ensembles composés d'un luminaire Led's, d'une lyre et d'un mât

- SCHREDER : Rue du Tronquoy, 10 à 5380 FERNELMONT
- FONDERIE ET MÉCANIQUE
- DE LA SAMBRE : Rue des 3 Frères Servais, 44 à 5190 JEMEPPE-SUR-SAMBRE
- BIS LIGHTING : Jetsesteenweg, 409 à 1090 BRUXELLES

Lot 2 : Encastrés de sol équipés de Led's – modèle 1

- FLED Rue Monchamps, 3A à 4052 BEAUFAYT
- LEC LYON Avenue Joannès Masset, n°24 E - BP 9061
- 69265 LYON CEDEX 09 / FRANCE
- CANDELIANCE Parc Scientifique de la Haute Borne, Rue Hergé, n°18 à 59650 VILLENEUVE D'ASCQ / FRANCE

Lot 3 : Encastrés de sol équipés de Led's – modèle 2

- AXIOMA Mannebeekstraat, 31 à 8790 WAREGEM
- WE-EF Mannebeekstraat, 31 à 8790 WAREGEM
- EUROKA SPRL Rue Gustave Biot, n°12 à 1050 BRUXELLES

Article 7 : Article 7 : concernant les travaux de pose requis pour l'exécution du projet, de recourir à l'entrepreneur désigné dans le cadre du marché pluriannuel relatif aux travaux de pose d'installations d'éclairage public pour la Région administrative de Wallonie Est, chargée du suivi des travaux, notamment pour l'Administration Communale de Ouffet conclu par ORES ASSETS en date(s) du 01/09/2017 et du 01/02/2018 et ce, pour une durée de 4 ans ;

Article 8 : Article 8 : de charger le collège de l'exécution de la présente délibération ;

Article 9 : Article 9 : de transmettre la présente délibération :

- à l'autorité de tutelle, le cas échéant ;
- à l'autorité subsidiante ;
- à ORES ASSETS pour dispositions à prendre ;

7) Parc artisanal – Vente de terrain – Décision de principe.

Vu la décision du Conseil communal du 21/11/2017 par laquelle il décidait :

- De modifier la voirie communale dénommée « rue Pelé Bois » conformément au plan dressé par le Géomètre-expert Florence DE FRANCKEN, tel que finalisé en date du 10/10/2017 (partie du chemin vicinal n°14 de Ouffet) ;
- De déclasser la partie concernée du chemin n°14 qui devient la parcelle cadastrée 1^{re} Division, section I, n°136 C2 pour une superficie de 532 m² ;

Vu le plan dressé par le Géomètre-expert Florence DE FRANCKEN, tel que finalisé en date du 10/10/2017 suite à l'avis de M. le Commissaire voyer daté du 08/09/2017 ;

Attendu que, après modification de voirie, la nouvelle parcelle communale soit une superficie totale pour les 2 parcelles de 4.544 m² ;

Vu l'accord de principe intervenu le 11/10/2016 entre la Commune et M. Frédéric WALHIN, en vue de l'achat de la parcelle 136H après déclassement du tronçon de chemin concerné, tel que repris sur le plan en annexe ;

Considérant que l'accord concerné prévoit la vente de la superficie totale à M. Frédéric WALHIN

- au montant de 26,00 €/m² si le terrain concerné peut recevoir un bâtiment industriel ;
- au montant de 19,00 €/m² si la parcelle s'avère inapte à la construction d'un bâtiment industriel ;

Vu la demande de permis d'urbanisme introduite par M. WALHIN auprès de Mme la Fonctionnaire déléguée auprès du SPW – Service de l'Urbanisme à Liège en date du 16 février 2018 ;

Le Conseil communal DECIDE, à l'unanimité des membres présents :

- De marquer son accord de principe pour la vente du terrain concerné à Monsieur Frédéric WALHIN conformément à la convention mentionnée ci-dessus ;
- De charger le Collège de la mise en œuvre de la procédure adéquate suivant l'obtention ou le refus de permis d'urbanisme évoqué ci-dessus ;
- De solliciter Madame Florence DEGROOT, Commissaire après des Départements du Comité d'Acquisition d'Immeubles de Liège, de proposer un projet d'acte à soumettre au Conseil communal ;
- Les fonds à provenir de la vente du bien précité seront affectés au Fonds de Réserve extraordinaire de la Commune d'Ouffet à fin d'investissements à venir.
- Copie de la présente délibération sera transmise à M. DESERRANNO, Directeur Financier de la Commune d'Ouffet, et à Madame Florence DEGROOT, Commissaire après des Départements du Comité d'Acquisition d'Immeubles de Liège.

8) Gal des Condruses – Fonctionnement du désherbeur thermique – Convention relative à la mise à disposition d'un travailleur dans le cadre d'un programme de transition professionnelle (PTP) pour les activités de désherbage des communes d'Anthisnes, Marchin, Ouffet et Tinlot - Avenant à la Convention relative à la mise à disposition de 2 désherbeurs thermiques.

Vu la décision du Conseil communal, en séance du 24/02/2015, par laquelle il a décidé d'adhérer à la candidature du GAL Pays des Condruses, composé des communes d'Anthisnes, Clavier, Marchin, Modave, Nandrin, Ouffet et Tinlot dans le cadre de l'appel à candidature LEADER 2014-2020 ;

Vu la décision du Conseil communal, en séance du 26/05/2015, par laquelle il a décidé :

- de confirmer son accord sur le projet d'acquisition et de mutualisation de désherbeurs thermiques ainsi que sur son mode de financement ;
- d'adopter la convention relative à la mise à disposition de 2 désherbeurs thermiques ;

Considérant que, à l'usage, il est apparu qu'il serait rationnel, voire indispensable, que les machines concernées soient accompagnées d'un agent attiré maîtrisant les compétences requises pour le bon fonctionnement des désherbeurs ;

Vu la proposition du GAL des Condruzes, finalisée ce 20/04/2018, de conclure les conventions suivantes :

- Convention relative à la mise à disposition d'un travailleur dans le cadre d'un programme de transition professionnelle (PTP) pour les activités de désherbage des communes d'Anthisnes, Marchin, Ouffet et Tinlot ;
- Avenant à la Convention relative à la mise à disposition de 2 désherbeurs thermiques :

Considérant que l'adhésion à ces conventions est indispensable pour le bon fonctionnement de l'outil et que l'utilisation de cet outil est nécessaire dans le cadre à la transition vers l'entretien des espaces publics sans produits phytosanitaires ;

Le Conseil communal DECIDE, à l'unanimité des membres présents :

- D'approuver les conventions suivantes, à savoir :
 - Convention relative à la mise à disposition d'un travailleur dans le cadre d'un programme de transition professionnelle (PTP) pour les activités de désherbage des communes d'Anthisnes, Marchin, Ouffet et Tinlot ;
 - Avenant à la Convention relative à la mise à disposition de 2 désherbeurs thermiques :
- De transmettre copie de la présente délibération au GAL des Condruzes et à M. DESERRANNO, Directeur financier.

Convention relative à la mise à disposition d'un travailleur dans le cadre d'un programme de transition professionnelle (PTP) pour les activités de désherbage des communes d'Anthisnes, Marchin, Ouffet et Tinlot.

Entre :

Le GAL Pays des Condruses asbl, dont le siège social est établi rue de la Charmille, 16 à 4577 Strée, représentée par Eric LOMBA, Président

Et

L'Administration communale d'Anthisnes, située cour d'Omalius, 1, 4160 Anthisnes, représentée par Monsieur Marc TARABELLA, Bourgmestre et Monsieur Christian FAGNANT, Directeur Général, d'autre part,

L'Administration communale de Marchin, située rue Joseph Wauters, 1A, 4570 Marchin, représentée par Monsieur Eric LOMBA, Bourgmestre et Madame Carine Hella, Directrice Générale, d'autre part,

L'Administration communale d'Ouffet, située rue du Village, 3, 4590 Ouffet, représentée par Madame Caroline MAILLEUX, Bourgmestre et Monsieur Henri LABORY, Directeur Général, d'autre part,

L'Administration communale de Tinlot, située rue du Centre, 19, 4557 Tinlot, représentée par Madame Cilou LOUVIAUX, Bourgmestre et Madame Janique LION, Directeur Général, d'autre part.

Attendu que :

Par une convention datée de mai/juin 2015, le GAL Pays des Condruses met à la disposition des communes signataires de ladite convention, 2 désherbeurs thermiques à eau chaude en vue d'assurer le désherbage des espaces publics. Six communes Anthisnes, Clavier, Marchin, Modave, Ouffet et Tinlot mutualisent ces 2 outils.

Afin de faciliter l'utilisation des désherbeurs thermiques eau chaude-vapeur, le GAL Pays des Condruses a introduit auprès du SPW, direction générale opérationnelle de l'économie et des finances une demande de subvention dans le cadre de l'engagement d'un travailleur faisant partie d'un programme de transition professionnelle. Ce travailleur pourrait effectuer les tâches de désherbage. En date du 7/09/2017 le Gal a reçu l'accord de subvention pour une durée de 36 mois. La décision est valable jusqu'au 30 mars 2018.

Quatre communes Anthisnes, Marchin, Ouffet et Tinlot sont partenaires de cette mise à disposition par le Gal Pays des Condruses d'un travailleur dans le cadre d'un programme de transition professionnelle.

Il est convenu ce qui suit :

Art 1 : Objet de la convention

Le Gal engage un travailleur dans le cadre d'un programme de transition professionnelle qui sera mis à disposition des services travaux des communes d'Anthisnes, Marchin, Ouffet et Tinlot. Il sera

chargé du travail de désherbage des espaces verts communaux avec l'utilisation principalement d'un désherbeur thermique eau-chaude vapeur mis à disposition par le GAL.

Art 2 : Durée et condition de l'engagement

Le travailleur a été engagé le 19 mars 2018 dans un contrat CDD à 38h/sem pour une durée de 3,5 mois renouvelable au maximum 4 fois jusqu'à écoulement des 36 mois de la subvention. A chaque fin de contrat le travail effectué sera évalué avec la possibilité pour chaque commune d'émettre un avis favorable ou défavorable quant au renouvellement du contrat d'Olivier Houben. En cas d'avis défavorable, nous procéderions à l'engagement d'un nouveau travailleur toujours dans le cadre d'un programme de transition professionnelle.

Art 3 : Organisation de l'activité et tâches à effectuer

Organisation

- Le travailleur sera pris en charge à tour de rôle par les différents services travaux de chaque commune. Le matériel sera fourni par chaque commune en fonction des besoins nécessaires aux différentes tâches à effectuer.
- Un véhicule sera mis à disposition dans chaque commune afin de permettre l'utilisation du désherbeur (remorque).

Le responsable du service des travaux de chaque commune, sera le référent avec qui nous serons en contact direct en cas de problèmes éventuels. Une coordination sera effectuée de manière régulière par le GAL afin de s'assurer du bon déroulement de l'activité : relevé des présences sur le lieu de travail, grille d'évaluation complétée en collaboration avec les commune, suivi sur le terrain.

Le Gal établira un règlement de travail tenant compte de la spécificité des horaires de chaque commune. Le travailleur devra s'adapter aux horaires de travail établis dans chaque commune.

Les congés annuels seront pris en juillet minimum 2 à 3 semaines répartis sur les 4.

Tâches à effectuer par le travailleur

- Gestion, manutention et entretien des désherbeurs/nettoyeurs eau chaude / vapeur
- Utilisation d'autres désherbeurs thermiques ou mécaniques acquis par les communes
- Aménagement d'espaces verts de manière à réduire le désherbage par du fleurissement, du broyat, diverses plantations couvre-sol adaptées à la gestion différenciée.
- Entretien des abords, des voiries

Art 4 : Convention Tripartite

- Le Gal en tant qu'employeur s'engage dans une convention Tripartite qui sera signée entre l'employeur, le travailleur et le Forem avant la signature du contrat de travail.
- Dans le cadre de cette convention, l'employeur s'engage à fournir au travailleur un programme de transition professionnelle en vue de faciliter son insertion durable dans l'emploi. Le plan d'actions annuel est élaboré par le Forem en parfaite concertation avec le travailleur et

l'employeur. Il décrit précisément les actions d'accompagnement, d'insertion et d'aides à la recherche d'emploi. L'employeur devra donc libérer le travailleur pour se rendre à des journées de formation ou pour toutes autres actions prévues dans son plan d'actions.

-
- Le Gal fournira au Forem-Conseil la preuve du paiement de la rémunération et des cotisations sociales.

Art 5 : Contribution financière des communes

Les charges financières (coût salarial, équipements du travailleur et autres) seront prises en charge par le GAL.

L'intervention budgétaire par commune permettra de couvrir :

- Le salaire du travailleur non couvert par le subside prévu par le programme de transition professionnelle ;
- La coordination de l'action par un employé du GAL ;
- Le secrétariat social ;
- La médecine du travail ;
- Les assurances ;
- Les vêtements de travail ;

L'intervention budgétaire annuelle par commune est de 5000€ /an

Une déclaration de créance sera envoyée aux 4 administrations communales précitées, Anthignes, Marchin, Ouffet et Tinlot, à verser sur le compte du GAL : BE52 3631 6341 2809.

Art 6 :

En cas de litige, les tribunaux de l'arrondissement judiciaires de Huy sont compétents.

Avenant à la Convention relative à la mise à disposition de 2 désherbeurs thermiques**Attendu que :**

La commune de Nandrin ne participe plus à la mutualisation des deux désherbeurs thermiques. Six communes Anthisnes, Clavier, Marchin, Nandrin, Ouffet et Tinlot mutualisent actuellement les deux désherbeurs eau chaude vapeur qui peuvent être également utilisé comme nettoyeur haute pression.

Le Gal a engagé un travailleur dans le cadre d'un programme de transition professionnel (PTP). Ce travailleur est mis à disposition des communes d'Anthisnes, Marchin, Ouffet et Tinlot.

Son travail est principalement axé sur le désherbage avec un désherbeur weedkiller eau chaude/vapeur.

Suite à cela le planning de mutualisation des désherbeurs s'en trouve modifié.

Modification de l'article 4 mise à disposition :**L'article 4 de la convention de mai/juin 2015 est modifié comme suit :**

Un des désherbeurs (machine 1) mis à disposition par le GAL est utilisé, par le travailleur engagé dans le cadre d'un programme de transition professionnelle, pour le désherbage sur les communes d'Anthisnes, Marchin, Ouffet et Tinlot, à raison d'une semaine par mois sur chaque commune.

Le deuxième désherbeur (machine 2) sera utilisé par les communes de Clavier et Modave selon le planning établi et en fonction de leur besoin.

La machine 2 pourra être mise à disposition des communes d'Anthisnes, Marchin, Ouffet et Tinlot en cas de :

- panne de la machine 1 ;
- besoin supplémentaire pour du désherbage avec un opérateur de la commune demanderesse.

1)

Ces modifications de planning se feront dans le respect des besoins de chaque commune et sous la coordination du GAL qui gèrera les conflits éventuels.

9) Police : divers arrêtés pris depuis le 05/04/2018.

(Il n'y a pas d'ordonnance soumise à l'approbation du présent conseil communal).

10) Informations : Divers.

SEANCE A HUIS CLOS :

11) Demandes de concessions de terrain de sépulture : néant.

Vu la demande introduite en date des 30/11/2017 XXXXXXXXXXXXXXXX
le Conseil communal, par XXXXXXXXXXXXX, DECIDE d'approuver les demandes
mentionnées ci-dessus.

Par le Conseil,

Le Directeur général,
(S) Henri LABORY

La Bourgmestre,
(S) Caroline MAILLEUX

Pour extrait conforme,

Le Directeur général,

La Bourgmestre,